

INTERFUND WSH

THE ORIGINAL IS BEING TRANSLATED

RECEIVED

WU INFOMASTER 1-0185470216 08/04/81

ICS IPMWGF WSH

ZCZC 02601 08-04 0244P EDT

TLX 89524 INTEFFUND WSH

BT

1981 AUG 04 PM 3:37

464341

Guinea
500
8-109

1-1360090216 08/04/81

ICS IPMIIHA IISS

IISS F M FCH 04 1309

PMS WASHINGTON DC

FCA067 FUF349 GEF011 394 41

UFNX CO GECY 067

CONAKRY 67/64 4 1413

MR JACQUES DE LAROSIERE

DIRECTEUR GENERAL FMI INTERFUND

TELEX ITT 44-00-40 WASHINGTON DC

US

HONNEUR VOUS FAIRE CONNAITRE QUE PAR DECISION CONSEIL
SUPERIEUR D EMISSION REPUBLIQUE POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE
DE GUINEE EN DATE 4 ACUT 1981 BILLETS DE 100 SYLIS
EMIS 17 AVRIL 1981 N ONT PLUS COURS LEGAL
COLL 44-00-40 4 1981 100 17 1981

PAGE/2

SUR ETENDUE TERRITOIRE NATIONAL STOP SALUTATIONS DISTINGUEES STOP
ET

HADJA KESSO BAH BAREG

COLL CKD

NNN

ORIG: RECORDS DIV.

CC: MD

DMD

MR. KIINGI

AFR

TRE

ACTION COPY ETR

Mrs. Melda - Womack

FUND WSH

THE ORIGINAL IS BEING TRANSLATED

RECEIVED

500

WU INFOMASTER 1-0185470216 08/04/81
ICS IPMWQWF WSH
ZCZC 02601 08-04 0244P EDT
TLX 89524 INTEFFUND WSH
BT

1981 AUG 04 PM 3:37

ABLE ROOM

464341

1-1360096216 08/04/81
ICS IPMIIHA IISS
IISS F M FCH 04 1309
PMS WASHINGTON DC
FCA867 FUF349 GEF811 394 41
UFNX CO GECY 067
CONAKRY 67/64 4 1413
MR JACQUES DE LAROSIERE

ORIG: RECORDS DIV.
CC: MD
DMD
MR. KIINGI
AFR
TRE
ACTION COPY ETR

DIRECTEUR GENERAL FMI INTERFUND
TELEX ITT 44-00-40 WASHINGTON DC
US

HONNEUR VOUS FAIRE CONNAITRE QUE PAR DECISION CONSEIL
SUPERIEUR D EMISSION REPUBLIQUE POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE
DE GUINEE EN DATE 4 AOUT 1981 BILLETS DE 100 SYLIS
EMIS 17 AVRIL 1981 N ONT PLUS COURS LEGAL
COLL 44-00-40 4 1981 100 17 1981

PAGE/2

SUR ETENDUE TERRITOIRE NATIONAL STOP SALUTATIONS DISTINGUEES STOP
ET

HADJA KESSO BAH BAREG
COLL CKD
NNN

SEC-81/3758

Translated by Y. Firestone

464341

file 500

8-109

ORIG: RECORDS DIV.

CC: MD

DMD

MR. KIINGI

AFR

TRE

ACTION COPY: ETR

ECZC 02601 08-04 0244 EDT

CONAKRY 67/64 4 1413

MR. JACQUES DE LAROSIERE

MANAGING DIRECTOR IMF INTERFUND

TELEX ITT 44-00-40 WASHINGTON DC

US

THIS IS TO ADVISE YOU HIGHER COUNCIL OF ISSUE REVOLUTIONARY PEOPLE'S
REPUBLIC OF GUINEA DECIDED ON AUGUST 4, 1981 100-SYLI NOTE ISSUED
APRIL 17, 1981 NO LONGER LEGAL TENDER IN GUINEA. REGARDS.

HADJA KESSO BAH BAREG

Received in Cable Room

August 4, 1981

ANN 174 4
T/AP

GUINEE: CHANGEMENT DE MONNAIE

Guinea
500
8-109
M. Z...

DAKAR, 19 AVR (AFP)- LE PRESIDENT GUINEEN, K. AHMED SEKOU TOURE, A ANNONCE UN CHANGEMENT DE MONNAIE EN GUINEE, AU COURS D'UNE OPERATION QUI SE DERoule A TRAVERS LE TERRITOIRE DEPUIS VENDREDI ET PREND FIN DIMANCHE.

DANS UN DISCOURS PRONONCE DEVANT LE CONSEIL REGIONAL DE CONAKRY DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE, RETRANSMIS PAR RADIO-CONAKRY. CAPTEE A DAKAR, K. SEKOU TOURE A PRECISE QU'IL S'AGIT DE "SUBSTITUER AUX ANCIENS SIGNES MONETAIRES EN CIRCULATION DEPUIS OCTOBRE 1972 (DATE DE LA CREATION DE L'ACTUELLE MONNAIE, LE "SYLI") DE NOUVEAUX SIGNES".

K. SEKOU TOURE N'A PAS PRECISE LES NOMS ET VALEURS DE LA NOUVELLE MONNAIE. IL A INDIQUE QUE LA REFORME MONETAIRE PERMETTRAIT AU PEUPLE GUINEEN DE "CONNAITRE LA VALEUR PRECISE, LE MONTANT GLOBAL DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE, LE NIVEAU D'ENRICHISSEMENT DE L'ECONOMIE GUINEENNE ET DE SES DIFFERENTS SECTEURS, AINSI QUE LE NIVEAU DE L'ACCUMULATION MONETAIRE PAR REGION ADMINISTRATIVE ET PAR CENTRE URBAIN".

LE CHEF DE L'ETAT GUINEEN A ANNONCE QUE LE PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE, PARTI UNIQUE, PRENDRA PROCHAINEMENT "DES MESURES NOUVELLES QU'IMPOSE LE RENFORCEMENT CONSTANT DE LA MONNAIE NATIONALE".

JH/PH/JS

REP 191548

GLGL

AFP DE43

AMN0090 3

T/

NIGER: ARRESTATION DE L'"AYATOLLAH DU SENEGAL" /

Am further news on this?
-Fc

NIAMEY, 20 AVRIL (AFP) - AHMADOU NIASS, IMPORTANT OPPOSANT SENEGALAIS, CONNU SOUS LE SOBRIQUET DE "AYATOLLAH DU SENEGAL", A ETE ARRETE DE WEEKEND AU NIGER AU COURS D'UN CONTROLE DE ROUTINE, PEU APRES SON ENTREE DANS LE PAYS, APPREND-ON LUNDI DE SOURCE PROCHE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.

PORTEUR D'UN PASSEPORT NON-SENEGALAIS AU NOM DE "AHMADOUN KHALIFA", IL SERAIT ARRIVE DU NIGERIA.

AHMADOU NIASS A ETE AMENE A NIAMEY OU IL SUBIT ACTUELLEMENT UN INTENSE INTERROGATOIRE.

SELON CETTE SOURCE NIASS, QUI RESIDE A TRIPOLI, EST CONNU DANS LA REGION COMME AGENT RECRUTEUR DU COLONEL KADHAFI ET UN DES PRINCIPAUX AGENTS LIBYENS CHARGE DE SURVEILLER L'APPAREIL DE SUBVERSION EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE.

file 5000

DRAFT
EScanteie:lk
April 23, 1981

EF

TO: R. Westebbe
FROM: E. Scanteie
REF: GUINEA - Monetary Reform

Thanks. A photocopy sent to C. [unclear]

1. According to information provided by Bill Hudson (State Department desk officer for Guinea) the April 17, 1981 monetary reform has the following characteristics:

- (a) it came unexpectedly, although several times in the past the President had threatened private hoarders of sylis with such a reform;
- (b) it was to be completed by April 19;
- (c) borders were closed during this time;
- (d) there was an unconfirmed ceiling of sylis 20,000 per person for the exchange of old currency;
- (e) the exchange was done on a one to one basis, at parity;
- (f) larger denominations of sylis 500 and 1,000 were to be issued, which gave place to unsubstantiated speculation on the possibility of a devaluation.

2. Mr. Marsiniak, from the Fund Statistical Office, is now in Guinea. I have asked Ms. Meldau to try to obtain more information from him on this subject.

cc: Messrs. Palein, Harvey
Ms. Meldau ✓

Guinea

8-109

SEC-81/1895
Translated by F. J. Montenegro
452261

~~5/17~~ 500

ORIG: TRE
CC: MD
DMD
MR. KIINGI
~~AFR~~
LEG
RES
ETRD
SEC

CONAKRY 116/107 22
TO H.E. THE MANAGING DIRECTOR
INTERFUND WASHINGTONDC

THIS IS TO ADVISE YOU THAT GUINEAN GOVERNMENT HAS REPLACED CURRENCY IN CIRCULATION THIS DATE APRIL 17, 1981. FORMER SYLI CURRENCY HAS BEEN WITHDRAWN FROM CIRCULATION AND REPLACED BY NEW CURRENCY. THE SYLI CONTINUES TO BE DEFINED AS FOLLOWS: 1 SYLI EQUALS 0.036 GRAMS OF FINE GOLD. THE SYLI IS SUBDIVIDED INTO 100 HUNDREDTHS CALLED CAURIS. THE DENOMINATIONS NEWLY PLACED IN CIRCULATION ARE 500 SYLIS, 100 SYLIS, 50 SYLIS, 25 SYLIS, 10 SYLIS, AND 5 SYLIS. THERE ARE NO COINS.

REGARDS.

SAIKOU BARRY

Received in Cable Room
April 22, 1981

1

"Afrique Industrie"

15 Jan. 1979

Nb. 177.

500
r

GUINEE

haité savoir si la Guinée envisageait d'intégrer un jour sa monnaie dans le circuit de ses voisins ouest-africains.

CETTE question, nous avons néanmoins pu la poser à M. Ismael TOURE, ministre du Domaine de l'Economie et des Finances et demi-frère du Président, dans l'interview qu'il a bien voulu nous accorder et qui paraîtra dans notre prochain numéro. Mais nous publions d'ores et déjà sa réponse : « En créant le sily, nous avons créé un problème monétaire dont nous étions parfaitement conscients. Nous l'avons créé pour mieux appréhender et résoudre les priorités éventuelles que notre Révolution posait pour que la Guinée soit réellement indépendante et pour qu'elle contribue au progrès de l'unité africaine et au progrès de la coopération entre l'Afrique et le reste du monde.

» Nous avons créé le sily pour pouvoir mieux contrôler notre démarrage économique (...): nous avons toujours pensé qu'en ne disposant pas de notre propre monnaie, il nous était très difficile de dire que nous contrôlions d'une manière parfaite, réfléchie et responsable notre développement. Voilà en quoi le sily en tant que monnaie est un problème créé délibérément par la Révolution guinéenne.

» Le jour où nous aurons à changer de monnaie, nous le ferons à partir d'autres considérations : je peux vous révéler que nous sommes prêts à renoncer au sily au profit d'une monnaie africaine, sous-régionale, régionale et même continentale, dès que le problème se posera. »

Yves de SCHAETZEN

Guinée
500

GuinéePROCHAINE REFORME MONETAIRE

DAKAR, 15 octobre - Une réforme monétaire va intervenir prochainement en Guinée, a annoncé M. Ahmed Sekou Touré, président de la République de Guinée, dans un discours diffusé par Radio Conakry captée dimanche à Dakar.

Cette réforme qui sera la quatrième depuis la création de la monnaie guinéenne en 1960, est ainsi révélée à l'avance, contrairement aux précédentes. Une telle "réforme s'impose" a souligné le chef de l'Etat guinéen. Elle sera, a-t-il ajouté, "le coup de massue qui consolidera à jamais les bases de tous les signes monétaires en circulation en Guinée".

M. Sékou Touré qui clôturait une conférence des cadres des banques et assurances de Guinée, n'a donné aucune autre précision sur le contenu de la réforme prévue.

Le chef de l'Etat guinéen a d'autre part déclaré que l'inflation qui, a-t-il dit, "avait enregistré des taux inquiétants il y a quelques années" est "aujourd'hui pratiquement jugulée" grâce notamment "à la compétence dont on fait preuve les différents secteurs économiques du pays".

Le président Guinéen a indiqué en outre que l'émission monétaire se fera désormais en fonction de la plus - value résultant des activités économiques guinéennes.

La monnaie guinéenne, rappelle-t-on, avait été créée en 1960 lorsque la Guinée décida de sortir de la Zone Franc. Cette monnaie qui avait beaucoup perdu de sa valeur à cause de l'inflation, l'introduction de fausses coupures et le trafic de devises, a subi deux réformes, l'une en mars 1963 et l'autre en octobre 1972. Cette dernière réforme avait eu pour conséquence le remplacement du franc guinéen par le "syli" (éléphant) qui valait théoriquement à sa création, 10 francs CFA et 0,0036 grammes d'or. Le "syli", a pour décimal le "cauri" qui vaut 0,1 "syli". (AFP)jd.

NETTE AMELIORATION DES FINANCES PUBLIQUES, ANNONCE LE PRESIDENT SEKOU TOURE.

DAKAR, 16 octobre - Une nette amélioration des finances publiques guinéennes a été annoncée par M. Sékou Touré, Président de la République de Guinée, selon Radio-Conakry captée à Dakar.

Le chef de l'Etat guinéen, a, en effet, indiqué dans un discours prononcé à la fin d'une conférence des cadres des banques et des assurances de Guinée, que le budget général et celui du plan quinquennal "ne doivent plus rien" à la Banque Centrale de Guinée. Le déficit de ces budgets,

GuinéeNETTE AMELIORATION (2) ...

qui, a-t-il dit, s'élevait à "Plus de 4 milliards de sylvis" (environ 40 milliards de F. CFA) a été résorbé.

La Conférence des Cadres des Banques a pris les mesures suivantes :

- création d'un service des valeurs, au sein de la Banque Centrale, chargé de l'émission des titres de voyage, des tickets de spectacles et des timbres,
- création d'un service de la Dette publique, chargé de planifier le règlement des dettes publiques. Le paiement de ces dettes a été déclaré "urgent et prioritaire" par la Conférence,
- mise sur pied d'une commission d'appel d'offres qui traitera directement avec les fournisseurs afin d'éliminer les intermédiaires,
- création d'un bureau spécial des Changes, rattaché à la Présidence de la République, qui s'occupera des transferts. Ce Bureau examinera les contrats pour validation ou dénonciation,
- rattachement de la Caisse d'Epargne et des Chèques Postaux à une institution financière dénommée "Crédit National pour le Commerce, l'Industrie et l'Habitat". (AFP)mg

ARRIVEE A PEKIN DU MINISTRE
DE LA JUSTICE.

HONG-KONG, 16 octobre - Le général Diane Lansana, ministre de la Justice de Guinée, est arrivé dimanche à Pékin à la tête d'une délégation du Parti Démocratique de Guinée, a annoncé l'agence de Presse Chine Nouvelle, captée lundi à Hong-Kong. (AFP)mg

UNIVERSITE GUINEENNE : PROMOTION
OUEZZIN COULIBALY.

DAKAR, 16 octobre - La 13ème promotion de l'Université guinéenne, récemment sortie après avoir suivi un séminaire de Formation idéologique et politique, a été baptisée "Promotion Ouezzin Coulibaly", en hommage à "l'une des figures les plus rayonnantes du Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.)", rapporte Radio-Conakry captée à Dakar.

M. Ouezzin Coulibaly, d'origine voltaïque, a occupé les postes de 2ème vice-président du "R.D.A.", de député de la Côte d'Ivoire, et de Président du Conseil de gouvernement de la Haute-Volta. Il est mort à Paris en septembre 1956. (AFP)mg

30 JUIN 1976

31 DECEMBRE 1976

TABLEAU I

DEBITS A REGULARISER

- ETAT
- SECTEUR PRIVE

6.290.731,00
5.184.979,00

-
-

CREDITS A REGULARISER

- ETAT
- SECTEUR PRIVE

9.895.393,09
11.626.095,40

-
-

COMPTES BLOQUES

- ORGANISMES MINISTERIELS
- SECTEUR PRIVE

804.751,50
218.365.683,86

804.751,50
23.067.852,64

TABLEAU II

CLEARINGS CONSOLIDES

- Autr. Credits
- Bien de Consommation
- Bien d'Equipements

1. 101.000.621,00
3. 277.193.439,00
9. 429.810.795,00

1. 390.139.921,00
3. 204.242.335,00
9. 416.623.566,00

TABLEAU III

ACTIF

Souscription de FMI

- Syli FMI
- Dollars BIRD
- Syli BIRD
- Dollars BAD
- Dollars IDA
- Dollars Banque Islamique

Totaux

93.849.557,80
468.075.104,20
4.940.000,00
44.433.542,00
36.404.880,00
2.494.700,00
25.840.614,00

698.490.698,00

PASSIF

- FMI N°1
- FMI N°2
- BIRD
- IDA

Totaux

768.165.468,99
252.103,40
44.252.199,50
22.749.268,00

835.419.039,89

(2001 recensement endolite en fin 1977)

835.419.039,89

TABLEAU N°6

Monetary Survey

B.C.R.G. - Créances sur et Dépôts de l'Office Central de Renseignements
en milliers de S.F.L.

	<u>Mars 1976</u>	<u>Juin 1976</u>	<u>Sept 1976</u>	<u>Décembre 1976</u>
Créances sur O.C.C.	500	500	500	500
Dépôts de l'O.C.C.	37,0	37,1	161,6	157,45

TABLEAU N°7

B.C.R.G. - Banques Spécialisées Créances sur et dépôts de l'O.C.C.

" Voir Bilan de Banques Spécialisées "

Mars 1976 Juin 1976 Sept 1976 Dec 1976

TABLEAU N°8

B.C.R.G. - Banques Spécialisées - " Recours et dépôts "

	<u>30 Juin 1976</u>	<u>31 Décembre 1976</u>
ACTIF		
C.N.	2.896,3	1.263,10
B.G.C.E.	-	1.030,50
B.N.D.A.	-	= 447,80
O.C.C.	-	-
Total	<u>2.896,30</u>	<u>2.711,40</u>
PASSIF		
C.N.	607,00	-
B.G.C.E.	578,70	-
B.N.D.A.	37,10	157,5
O.C.C.	-	-
Total	<u>1.222,80</u>	

TABLEAU IV

Accords de Paiements Commerciaux en cours
En millions de \$

	<u>JUIN 1976</u>	<u>DECEMBRE 1976</u>
<u>ACTIF</u>	11,5	9,9
<u>PASSIF</u>	1.186,8	1.879,5

TABLEAU 5

	<u>DECEMBRE 1975</u>	<u>JUIN 1976</u>	<u>DECEMBRE 1976</u>
Bulgarie (1965) (1969)		1,4 0,3	1,4 0,3
Republique Populaire de Chine (1969)		160,0	150,00
Czechoslovaquie (1965)		53,1	47,1
Egypte (1970) (1974)		89,0	164,5 ↓
Republique Democratique d'Allemagne (1965)		-	-
Hongrie (1971) (1975) (1965)		-	217,0
Roumanie (1974)		189,00	171,6
URSS (1968) (1969)		315,0 243,4	315,0 243,4
"yougoslavie (1974)		69,9	69,9
Total		<u>1.102,10</u>	<u>1.380,20</u>

Accords Ciaux.

N°	Pays	Soldes en \$	
		débit	crédit
1	Maroc		3.011.431,41
2	Pologne		212.759,79
3	Bulgarie		6.393.452,95
4	Chine		
5	Tchécoslovaquie		5.323.252,89
6	U R S S		30.682.392,03
7	Hongrie		1.094.787,94
8	Sénégal		1.406.920,30
9	Coficomex	395.710,22	
10	Ghana		103.585,60
11	Viet-Nam		
12	Cuba	88.098,52	
13	Algérie		2.540.146,14
14	Roumanie		6.890.922,93
15		483.808,74	57.659.651,98
16			
17			
18			
19			

Mountain Survey

TABLEAU 22. GUINEE: SOLDES DES COMPTES BILATERAU DE PAIEMENTS
(COMPTES SPECIAUX)

PAYS PRETEURS	Millions de Syllis				
	FIN SEPT.			FIN DECEMBRE	
	1973	1974	1975	1976	1976
ROUMANIE PROTOCOLE n°1	43,3				
" " " n°2	45,7				
"S/Cpte clearing	41,8				
" " " n°2	22,8				
--"Cpte Liquidation N°2	133,6	108,2	108		
--"Cpte " n°3		69,5	69		
--"Cpte n°3			.63,0		
--" Intérêt				17,0	17,0
--"4(Biens d'équipement				130,9	130,9
COFICOMEX" SIFRA"	8,9	8,1	8,1	8,1	8,1
YUGOSLAVIE Clearing Consolité	17,1				
--" Cpte Liquidation		68,0			
YPTE"COMPTES Intérêts N°4	10,9				
--" Cpte Liquidation	10,9	9,4	23,2		
URSS Clearing consolide	271,4	271,8	271,8	656,0	656,0 (2)
TEHECOSLOVAQUIE (Biens de Consommation)			17,9	53,8	59,8
TOTAL	472,8	535,0	384,0 ✓	865,8	871,8

Source: Banque Guinéenne du Commerce Extérieur

Question: 1) ad ce que le compte original pour la France est supprimé

(2) Les comptes bilatéraux avec l'URSS et spéciaux de l'URSS au moment du dénouement en 1976. Pourquoi?

(3) Comptes bilatéraux - originaux en DC 75

BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

DIRECTION DE L'OFFICE DES CHANGES

COURS DE CHANGE DES MONNAIES ETRANGERES

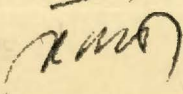
7

N°18/76/OC CONAKRY. le 1^{er} Décembre 76

Nature des Devises	Unités Monétaires pour 1 US \$ (Transfert)	COURS EN SYLIS		
		Transfert	Achat	Vente
Dollar USA	1,00	21,438!	<u>19,57</u> !	<u>23,60</u>
Dollar Canadien	1,024	20,935!	19,11!	23,05
Franc Français	4,992	4,294!	3,92!	4,73
Franc Suisse	2,441	8,783!	8,02!	9,68
Franc Belge	36,77	0,583!	0,53!	0,64
Livre Sterling	£=US \$ 1,649	<u>35,342!</u>	32,27!	38,90
Deutsche Mark	2,403	8,922!	8,15!	9,82
Lire Italienne	865,95	0,025!	0,02!	0,03
Florin Hollandais	2,510	8,541!	7,80!	9,40
Peseta Espagnol	68,29	0,314!	0,29!	0,34
Leone	1Le=\$ 0,82	17,670!	16,13!	19,45
Franc Malien	500,00	0,042!	0,04!	0,05
Franc CFA	250,00	0,084!	0,08!	0,10
Couronne Danoise	5,885	3,643!	3,33!	4,04
Couronne Suédoise	4,184	5,124!	4,68!	5,64
Yen Japonais	295,60	0,073!	0,07!	0,08
Rial Saoudien	3,535	6,050!	5,52!	6,66

/)/OTA : Ce Bulletin annule et remplace tous les bulletins antérieurs.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES CHANGES



BOUBACAR S. DIALLO

BANQUE C ENTRALE DE LA
REPUBLIQUE DE GUINEE

DIRECTION DE L'OFFICE DES CHANGES

COURS DE CHANGE DES MONNAIES ETRANGERES

N°11/76/OC Conakry, le 29 Septembre 1976

NATURE DES DEVISES	UNITES MONETAIRES POUR 1 \$ US (TRANSFERT)	COURS EN SYLIS		
		TRANSFERT	ACHAT	VENTE
DOLLAR USA	1,00	21,377	19,52	23,54
DOLLAR CANADIEN	0,973	21,974	20,06	24,19
FRANC FRANCAIS	4,907	4,356	3,98	4,80
FRANC SUISSE	2,467	8,665	7,91	9,54
FRANC BELGE	38,090	0,561	0,51	0,60
LIVRE STERLING	1£=\$ 1,684	35,990	32,86	39,62
DEUTSCHE MARK	2,469	8,659	7,91	9,53
FLORIN HOLLANDAIS	2,577	8,297	7,58	9,43
LIRE ITALIENNE	849,870	0,025	0,02	0,03
LEONE	1Le=\$ 0,840	17,990	16,43	19,81
FRANC MALIEN	492,00	0,043	0,04	0,05
FRANC CFA	246,00	0,086	0,08	0,10
COURONNE SUEDOISE	4,315	4,954	4,52	5,45
YEN JAPONAIS	287,850	0,074	0,07	0,08

NOTA : Ce Bulletin annule et remplace tous les bulletins antérieurs.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES CHANGES

(Signature)

BOUBACAR S. DIALLO

BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

DIRECTION DE L'OFFICE DES CHANGES

COURS DE CHANGE DES MONNAIES ETRANGERES

N° 05/75/00

Conakry, le 1er Décembre 1975

Nature des Devises	Unités Monétaires pour 1\$ US	Cours en Syllis		
		Transfert	Achat	Vente
Dollar USA	1	21,000	19,17	23,10
Franc Français	4,4282	4,742	4,33	5,22
Franc Suisse	2,6664	7,875	7,19	8,66
Franc Belg	39,597	0,530	0,48	0,58
Livre Sterling	12=£ 1,0375	42,788	39,06	47,07
Deutsche Mark	2,6052	8,051	7,36	8,87
Florin Hollandais	2,6442	7,853	7,17	8,64
Lire Italienne	681,933	0,031	0,03	0,04
Léon	112=₮ 1,0188	21,394	19,53	23,53
Franc CFA	221,410	0,094	0,09	0,10
Franc Malien	441,820	0,047	0,04	0,05
Ryal Séoudien	3,5528	5,910	5,40	6,50
Peseta Espagnol	59,396	0,354	0,32	0,40
Dollar Canadien	1,0300	20,387	18,60	21,43
Couronne Suédoise	4,3935	4,730	4,36	5,26
Yen Japonnais	303,825	0,069	0,06	0,08
Couronne Danaise	6,0013	3,500	3,19	3,85

NOTA: Ce Bulletin annule et remplace tous les bulletins antérieurs.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES CHANGES



POUBACAR SÉDIALIO

ACTIF	B.C.R.G.	B.N.D.A	B.G.C.E	C.N.	TOTAL SYLIS
<u>Banques Spécialisées</u>	2.711.328.090,00	119.830.909,00	65.918.508,00	276.876.232,00	3.173.953.739,00
C.N.	1.263.072.589,89				
B.G.C.E	1.020.480.546,82				
B.N.D.A.	417.774.953,29				
O.C.C.	—				
<u>Banques Locales - Liquidation</u>				18.264.689,00	18.264.689,00
					<hr/> 3.192.218.428,00

500

PASSIF	B.C.R.G.	B.N.D.A.	B.G.C.E.	C.N.	TOTAL SYLIS
<u>Banques Spécialisées</u>					
C.N.	—	2.303.700,00			2.303.700,00
B.G.C.E.	—			474.787.062,00	474.787.062,00
B.N.D.A.	—		177.427.239,00	694.356,00	178.121.595,00
O.C.C.	157.456.335,00	8.235.274,00		182.048.934,00	347.740.543,00
<u>B.C.R.G.</u>		512.186.743,00	508.814.665,00	1.142.168.409,00	2.163.169.817,00
					<hr/> 3.166.122.718

N O T E

à l'intention de la Mission
du F.M.I

I - BESOINS DE CREDIT DU GOUVERNEMENT EN 1977 ET 1978

A ce sujet, il faut tout d'abord faire remarquer que tout financement du Budget par des avances bancaires a été supprimé depuis déjà près de trois ans.

Cette mesure rentrait dans le cadre de la lutte contre l'inflation, objectif que le Gouvernement poursuit encore aujourd'hui, bien que le syli soit en voie de consolidation.

Après la suspension de tout crédit bancaire au Gouvernement, il a été décidé, lors de la 5^e Conférence Economique Nationale en 1975, de rembourser intégralement les avances faites dans le passé pour soutenir le Budget Général.

Cette résorption des dettes publiques a été réalisée grâce à l'utilisation des ressources de la Taxe Spéciale et des bénéfices des entreprises d'Etat.

Ainsi, à fin décembre 1976, non seulement le début du Budget était entièrement résorbé, mais le Trésor Public, dans son ensemble ressortait largement créditeur dans les livres de la Banque Centrale.

Cet accroissement des avoirs du Budget s'est maintenu au cours des premiers mois du présent exercice.

Pour l'exercice 1978, on peut préjuger que les besoins de crédit du Gouvernement seront nuls, puisque le montant global de la Taxe Spéciale va sûrement s'accroître à cause de l'augmentation de la production des Sociétés minières.

Par ailleurs, la gestion de nos entreprises devenant de plus en plus rationnelle, on peut estimer qu'elles pourront réaliser de substantiels bénéfices au cours des prochains exercices. Ce qui permettra au Budget de financer le fonctionnement et l'effort d'équipement sans avoir recours au concours financier de la Banque Centrale.

2) INCIDENCES DE L'ACCROISSEMENT DES DEPENSES DU PLAN DE L'ORDRE DE 85 % SUR LES BESOINS DE CREDIT DU GOUVERNEMENT ET SUR LA DEMANDE GLOBALE.

Là aussi une remarque s'impose : le Gouvernement a toujours eu tendance à faire correspondre les dépenses du Plan aux ressources effectivement mobilisées.

Autrement dit, le Plan devrait toujours ressortir créditeur dans les livres de la Banque Centrale.

Dans l'hypothèse où l'on assisterait à un accroissement de 85 % des dépenses d'équipement, il s'offre au Gouvernement le choix entre deux modes de financement :

1°) le financement par l'émission de monnaie inflationniste. Compte tenu des objectifs poursuivis par le Gouvernement dans sa politique monétaire, le recours à la planche à billets est écarté par celui-ci.

2°) le financement par le recours aux ressources extérieures. La préférence du Gouvernement va à cette solution.

Evidemment, le recours au financement extérieur pourrait aggraver le déficit de notre Balance des Paiements à moyen ou long terme.

Mais un pays en développement comme la Guinée ne peut pas sacrifier ses objectifs de développement pour satisfaire aux seules exigences d'équilibre de Balance des Paiements. Bien sûr, l'équilibre de cette dernière est un objectif vers lequel tend le Gouvernement à plus ou moins longue échéance. Ceci implique que d'année en année, le déficit sera contrôlé de façon serrée, afin de le réduire progressivement jusqu'à sa résorption.

La demande globale dans ce contexte va augmenter puisque les revenus des populations seront accrus. Mais cette demande n'a pas de conséquence inflationniste étant donné que les revenus supplémentaires créés trouvent leur contrepartie dans les devises étrangères provenant des prêts étrangers.

Le Directeur de l'Emission & Crédit



Mamadi CAMARA.

Réponse à la question b.

L'accroissement du crédit aux entreprises pour l'exercice 1976 s'explique essentiellement par la lenteur du rythme de recouvrement des créances de la Société Importex face au rythme de livraison des fournisseurs de cette Société. Le débit en compte courant s'alourdit en conséquence avec un taux variant de 37 à 75 %.

En d'autres termes, la BGCE ne fait que traduire les effets directs de la lenteur de la vitesse de rotation des stocks, surtout au niveau des entreprises spécialisées ; en principe, IMPORTEX vendant au comptant, ne devrait jamais sortir débiteur au niveau de notre Banque.

Il faut cependant noter que des mesures pratiques de redressement ont été récemment prises pour qu'Importex n'apparaisse plus débiteur à la BGCE.

b) Tout d'abord il y a lieu de souligner que la quasi totalité du crédit qui a été octroyé en 1976 l'a été au secteur du commerce soit dans le cadre de la commercialisation des produits soit dans le cadre des importations.

Le crédit pour la commercialisation a augmenté à cause de l'augmentation du volume de la production qui a été commercialisé.

L'augmentation du crédit à l'importation est due surtout au ralentissement de la vitesse de rotation des stocks au niveau des E.R.C. En effet, dans le cadre de l'encouragement à la production les marchandises sont vendues prioritairement aux producteurs qui vendent à l'E.R.C. leurs produits agricoles.

Ce système, bien que encourageant pour les paysans, ralentit quelque peu la vitesse de rotation des stocks qui restent pour une durée relativement longue.

c) Nous estimons que les besoins de crédit des entreprises notamment les B.R.C. pour 1977 et 1978 vont s'accroître compte tenu de l'augmentation du volume de produits à commercialiser.

Quant au gouvernement et au secteur privé, nous ne les finançons presque pas. Dans tous les cas compte tenu de la politique de restriction de crédit en vigueur, nous comptons mettre tout en oeuvre pour limiter notre intervention au strict minimum./.

GONAKRY, LE 2 JUIN 1977

LE DIRECTEUR GENERAL DU CREDIT NATIONAL


- SERGE SIBA GUILAO -

Guinea
file: 500

August 24, 1977

MEMORANDUM FOR FILES (500: Money and Banking)

SUBJECT: Creation of a new bank: The National Bank for External Services (Banque Nationale des Services Extérieurs or BNSE)

On June 16, 1977 the BNCE was created to take over some of the functions of BGCE. At the same time, the BGCE was given some new functions which had belonged to the CN.

1. Transferable foreign accounts, which had been held at the BGCE, were transferred to the BNSE. These are accounts of foreign embassies in Conakry, of foreign experts working under technical assistance programs, and of mixed economy Companies. The BNSE was also made responsible for collecting civil and military pension bills, a function which had been held by the BGCE. In addition, the BNSE was in charge of financial transactions related to long-term public debt.

2. Besides its traditional activities in the financing of foreign trade, the BGCE is now responsible for the financing of domestic trade at the whole-sale and semi-wholesale level. In addition, the BGCE is in charge of financial transactions related to short- and medium-term external debt, including transactions under various trade bilateral agreements.

Buu-Hoan

Source: Journal Officiel de la République de Guinée, le 15 juin 1977

cc: Mr. Keyes ✓
Mr. Abu-zobaa

file: 500. Money & Banking

MEMORANDUM FOR FILES

October 28, 1976

SUBJECT: Mr. Sekou Touré's Thoughts on Inflation and Anti-Inflation Measures

Mr. Sekou Touré shares the most simplistic view of the Quantity Theory of Money. The following sentence deserves to be quoted: "La clé de l'opération anti-inflationniste ne résidera pas dans l'augmentation considérable de la valeur des marchandises disponibles au marché, mais surtout dans la rentrée des fonds importants dans le caveau de la Banque Centrale."

Anti-inflationary efforts are then believed to be in the reduction of currency in circulation. Hence, the series of measures mentioned in his book include the following: (a) state enterprises can hold cash (in currency) only up to GS 10,000. They have to deposit the balance with banks every day; (b) state enterprises are not supposed to provide credit. In exceptional circumstances when credit has to be granted, the Office of Central Clearing (OCC) has to step in to settle the claim, and to collect the debt with all "means of coercion available to the Central Bank;" (c) as there is a regular inflow of cash in service^{ic} transactions such as theaters, stadiums, operators of these types of business have to pay the 40 per cent tax in advance when they buy the printed tickets from the State; (d) the Government has to organize campaigns to promote the use of checks; (e) all transactions on durable goods can be made only between holders of bank accounts, etc.

BUU HOAN

cc: Mr. Keyes
Mr. Abu-zobaa

Source: Ahmed Sekou Touré, Pour une économie populaire et révolutionnaire, Touré XX, 1976.

GUINÉE

Une nouvelle monnaie

Le 2 octobre, à l'occasion du 14^e anniversaire de la proclamation de l'indépendance, le « Responsable Suprême de la Révolution », le président Sékou Touré, annonçait la substitution du franc guinéen par une nouvelle unité monétaire, le « syli ». Le syli vaut dix ex-francs guinéens et est divisé en sous-multiples de cent centimes. Le centime est appelé « cauri ». Un syli égale donc cent cauris. Les opérations d'échange se sont déroulées dans l'ensemble du pays du 2 au 5 octobre. Pendant leur durée, par mesure de sécurité, aucun mouvement de personnes et de fonds entre régions frontalières et l'étranger n'a été autorisé. Quelques jours plus tard, Sékou Touré, après avoir vilipendé d'anciens dirigeants de la Banque centrale de Guinée, « agents de la cinquième colonne », accusés de malversa-

tions diverses et notamment d'avoir émis de la fausse monnaie, faisait part de sa décision de prendre personnellement en main la direction de la Banque.

L'opération syli ne paraît pas devoir apporter de modifications fondamentales aux données et aux orientations économiques du pays. On peut se demander si elles réussiront à résoudre les difficultés monétaires de la Guinée. La création d'une monnaie guinéenne en 1960, décidée par le gouvernement pour arrêter la fuite des capitaux consécutive au « non » de 1958, avait entraîné un important marché noir des devises (où l'on pouvait changer les francs guinéens à un quart et même un huitième de leur valeur officielle) et avait fortement porté préjudice à la coopération entre la Guinée et ses voisins.

Face à ces problèmes, la nouvelle réforme paraît bien timide. Le président Sékou Touré s'est refusé à revenir sur ses options de 1960 où même à procéder à une dévaluation, comme l'a fait le Zaïre en 1967. La nouvelle monnaie demeure d'usage purement interne et sa parité par rapport à l'or ne change pas.

Cela ne signifie pas cependant que la portée de l'opération soit négligeable.

Du point de vue psychologique d'abord, la nouvelle monnaie bénéficiera aux yeux des Guinéens eux-mêmes d'un prestige sans aucun doute plus grand que le franc guinéen. Cette confiance peut être un élément appréciable, susceptible d'aider à l'assainissement et même au développement du marché intérieur.

Dans la même perspective, l'échange de monnaie a permis au gouvernement d'évaluer la masse monétaire en circulation dans le pays, et donc de se donner un moyen de contrôle indispensable à toute action en profondeur sur l'économie. De plus, l'échange s'étant effectué à titre nominatif au-dessus d'un million de francs, il a donné l'occasion aux autorités de connaître dans une certaine mesure les « grosses fortunes » du pays.

Reste à savoir si ces mesures suffiront, et si, dans un laps de temps plus ou moins long, les trafiquants de monnaie ne reprendront pas leur fructueux commerce, malgré les menaces très fermes que Sékou Touré leur a adressées.

Enfin, l'opération syli a une dimension politique évidente, et le président guinéen y voit un facteur supplémentaire de mobilisation des masses. Il était sans doute paradoxal que la Guinée anti-impérialiste et révolutionnaire continuât d'utiliser l'appellation « franc » pour désigner sa monnaie nationale. Voici donc la contradiction résolue ; et Sékou Touré peut déclarer : « ... A partir du 2 octobre, nous revenons à nous-mêmes, aux signes de notre propre histoire. » (*Horoya* du 13 octobre 1972.) Il s'agit donc d'un pas en avant sur la voie de la décolonisation des symboles de la dépendance et d'un gage nouveau sur celle du retour à l'authenticité africaine. Que cela ait une signification essentiellement mythique n'enlève rien, bien au contraire, à la portée politique de ces mesures.

« Syli » est un mot de la langue soso qui veut dire éléphant. On voit ici le double intérêt de la nouvelle appellation : symbole de l'Afrique, l'éléphant est aussi l'emblème du Parti Démocratique de Guinée, ce qui fait dire à Sékou Touré : « Depuis 1954 le mot syli est devenu la vivante incarnation des capacités de mobilisation et de la lutte anti-impérialiste de tout un peuple. » (*Horoya* du 13 octobre 1972.) Monnaie africaine, mais aussi monnaie « partisane » donc. Quant aux cauris, ils furent pendant des siècles une véritable monnaie d'échange tant en Guinée qu'ailleurs sur le continent africain.

Les nouveaux billets, il est intéressant de le constater, portent

l'effigie, non de Sékou Touré lui-même, mais des grandes figures historiques africaines, de Samory à Lumumba, et témoignent de la fidélité du leader guinéen à l'idéal panafricain.

En bref, le remplacement du franc guinéen par le syli semble avant

tout être une mesure de nature psychologique et politique ; cependant cette réforme, si elle réussit à assurer une certaine consolidation de la monnaie, peut aussi avoir des effets favorables sur l'évolution économique du pays.

Christian COULON.

OFFICIAL

OUTGOING MESSAGE

OFFICIAL

~~271~~ ~~641~~ ~~501~~

FOR PREPARING OFFICER

- Night Letter
- Full Rate
- Code

SPECIAL INSTRUCTIONS

Telex
995635



500 Money & BK9

INTERNATIONAL MONETARY FUND
WASHINGTON D.C.

To: ~~Saibou Yaya Barry, Directeur des Etudes, BCRG~~
~~Country, Guinea~~

Primo en compilant tableau monétaire avons rencontré difficulté conceptuelle en ce qui concerne nature des dépôts des Etablissements d'Etat avec BCRG qui ont décliné nettement entre Mars 1974 et Mars 1975. Ces dépôts sont-ils bloqués ou sont-ils librement disponibles de la même manière que les dépôts des Etablissements d'Etat avec les Banques spécialisées? Reconnaisant cabler réponse par telex.

Secundo

Veillez nous envoyer bilans pour Septembre 1975 si disponibles.

Tertio

Sur actif du bilan de BCRG du 31 Mars 1975 il y a poste intitulé "Prêts consentis à long terme" sous rubrique "Fonds Immobilisés". Veuillez expliquer nature de ce poste.

Cordialement
Keyes

Drafted by VJ
 Department African
 Date December 16, 1975

AUTHORIZATION

Joseph G Keyes
 Signature
 Keyes

Second Signature When Required

FOR CODE ROOM

Time Received 5:00 PM
 1 spatched 5:37 PM
 1 of Words 3 MIN
 Log 201195
 Route ITF TLY
 Operator JME

DO NOT TYPE BELOW THIS LINE

500- Money & Bkng
RECORD UNION 2111
December 1, 1975

Dear Mr. Barry:

Your request that the Banque Centrale de la République de Guinée be furnished daily with additional currency quotations, viz., the Swiss franc, the Belgian franc, the Netherland guilder, the Spanish peseta, the Canadian dollar, and the Japanese yen, has been forwarded and, agreed to, by our Treasurer's Department. I trust that by now you are receiving this information.

We are happy to be in a position to assist you in this matter.

Sincerely yours,

Joseph G. Keyes
Chief
West Africa Division

Mr. Saïkou Yaya Barry
Directeur
Bureau des Etudes et des Statistiques
Banque Centrale de la République de Guinée
Conakry, Guinée

MZ
Cleared by Mr. Bhuiyan (TRE)

le 2 décembre 1975

Cher Monsieur:

Je suis heureux de vous informer que, sur votre demande et par notre intermédiaire, le Département du Trésorier a accepté de fournir quotidiennement à la Banque Centrale de la République de Guinée, des cours des devises étrangères, à savoir du franc suisse, du franc belge, du guilder hollandais, du peseta espagnol, du dollar canadien, et du yen japonais. J'espère que vous avez déjà reçu ces renseignements.

Je suis heureux de pouvoir vous être utile en la matière et avec mes salutations cordiales,

Joseph G. Keyes
Chef de la Division
de l'Afrique de l'Ouest

Mr. Saïkou Yaya Barry
Directeur
Bureau des Etudes et des Statistiques
Banque Centrale de la République de Guinée
Conakry, Guinée

GUINEE

PRET DE LA B.A.D.

La Banque Africaine de Développement, dont le siège est à Abidjan, a approuvé l'octroi d'un prêt de 750,6 millions de francs CFA à la Guinée pour le financement des coûts en devises de l'amélioration et de l'extension du réseau de distribution d'eau de Conakry.

→ Le sultanat d'Oman et la République de Guinée ont décidé d'établir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs.

→ Un bureau de l'O.L.P. (Organisation pour la Libération de la Palestine) a été ouvert à Conakry, a indiqué Radio-Conakry sans donner d'autre précision.

actualité

GUINEE

M. SÉKOU TOURÉ AVOUE DES "DIFFICULTÉS MONÉTAIRES"

Dans un discours prononcé devant la « conférence économique nationale des cadres de l'industrie et du commerce », le président Sékou Touré a annoncé d'importantes mesures dans le domaine économique.

Au nombre de ces mesures, figurent la création dans toutes les régions administratives du pays d'une « mutuelle de production » appartenant aux travailleurs salariés et la création dans toutes ces régions de coopératives de producteurs modernes.

Ces mesures, selon le chef de l'Etat guinéen, seront de nature à assurer la liaison entre la production et la consommation afin de soustraire définitivement les travailleurs à l'insuffisance alimentaire.

Dans son discours, M. Sékou Touré a déclaré : « Si, il y a quelques années, en pleine période coloniale la Guinée ne disposait d'aucun tracteur agricole, il était remarquable qu'elle exportait du riz. Depuis l'indépendance, la Guinée dispose de 2500 engins modernes agricoles, de dizaines de milliers de charues et paradoxalement nous constatons la pénurie de den-

rées alimentaires dans la plupart de nos régions ».

Auparavant et toujours devant la « Conférence économique », M. Sékou Touré avait reconnu les difficultés de la nouvelle monnaie, le « Sily ».

« Au niveau de la banque, a-t-il dit, les problèmes financiers et monétaires sont apparus » et il a ajouté que « pour limiter l'inflation dont souffre l'économie guinéenne la base de l'émission monétaire va être révisée » de même que la politique du crédit qui sera désormais « sélective ».

Rappelons que le « Sily », monnaie inconvertible, a été créé en octobre 1972. Il vaut théoriquement 10 francs CFA ou 0,036 gramme d'or et a pour décimal le cauris (un sily égale 100 cauris).

L'U.R.S.S. utiliserait la Guinée comme base d'observation des mouvements de navires dans l'Atlantique sud, a indiqué le « New-York Times » citant des sources du Pentagone selon lesquelles des avions de reconnaissances soviétiques à long rayon d'action « TU 95 » ont été aperçus décollant de l'aéroport de Conakry.

→ Un accord de coopération dans le domaine de la santé et des sciences médicales a été signé le 13 décembre entre la Guinée et la Pologne.

.....

En Guinée, la création en janvier 1959 d'un Comptoir du commerce extérieur chargé finalement de contrôler l'ensemble des échanges aussi bien avec les pays de la zone franc qu'avec les autres pays étrangers, a constitué indirectement, sur le plan des relations internes à la zone, une première mesure restrictive avant que le Gouvernement guinéen n'adopte dans le premier trimestre de l'année 1960 des décisions plus radicales qui rendaient caducs les accords de janvier 1959.

Une ordonnance du 29 février 1960 privait le franc C.F.A. du cours légal en Guinée et le remplaçait par le franc guinéen, d'une valeur égale à 3,8 milli-grammes d'or fin. Les opérations d'échange, qui ont été effectuées à raison d'un franc guinéen contre un franc C.F.A., ont été terminées quinze jours plus tard. Une seconde ordonnance de même date décidait la création d'un institut d'émission guinéen, " la Banque de la République de Guinée ", qui s'est substitué à l'agence locale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

En outre, un décret, du 29 février 1960 également, a institué, au sein de la Banque de la République de Guinée, un Office des changes guinéen chargé d'appliquer un règlementation des changes propre à la Guinée. Ce texte précise notamment que :

--l'exportation des monnaies et moyens de paiement étrangers, des métaux précieux et des valeurs mobilières est soumise à l'autorisation de l'Office des changes;

--les résidents guinéens (1) sont tenus de déclarer aux fins de rachat à leurs créances sur l'étranger ou les moyens de paiement extérieurs dont ils sont porteurs; ils ne peuvent, sans autorisation, contracter d'obligations envers des non-résidents, leur transférer des biens ou acheter des devises étrangères.

Ces dispositions, qui comportaient une assimilation complète entre les pays de la zone franc et les autres pays étrangers, du point de vue de la réglementation des changes guinéenne, ont abouti à la suspension totale des transferts entre la Guinée et les pays de la zone franc, suspension confirmée du côté français par un avis du Ministère des Finances du 8 mars 1960.

(1) Sont réputés tels notamment :

--les personnes physiques ayant leur résidence en Guinée depuis au moins un an qui séjournent en Guinée pour une période d'au moins un an;

--les personnes morales qui ont leur siège en Guinée, ou les succursales ou filiales en Guinée de personnes morales étrangères ou ayant leur siège principal à l'étranger.

Source: La Zone Franc en 1959, Comité Monétaire de la Zone Franc, Paris, France, pp. 169-70.

C I R C U L A I R E

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Aux Camarades MINISTRES

GOUVERNEUR DE LA B.C.R.G.

GOUVERNEURS DE REGION

L'importance, les motivations et les objectifs de la Réforme Monétaire décidée et opérée par notre Parti et son Gouvernement ont été déjà largement exposés dans notre déclaration du 2 Octobre et dans celle du 3 devant les militants des Fédérations de Conakry I et II et ne doivent par conséquent plus échapper à personne.

En tout état de cause, comme chacun doit le savoir - et les dépositions des éléments de la 5ème colonne en font foi - les ennemis de la Guinée ne lui ont jamais pardonné l'attitude courageuse et révolutionnaire qu'elle a prise depuis le vote historique du 28 Septembre et notamment en matière d'indépendance monétaire, base d'une indépendance réelle.

Cette hostilité des puissances étrangères et de leurs suppôts africains explique leurs activités nocives contre la monnaie guinéenne qu'ils ont tenté de dégrader systématiquement en encourageant les détournements et l'introduction de faux billets, à telle enseigne qu'à la veille de notre dernière Réforme, la situation devenait véritablement critique à cet égard.

L'inflation ainsi créée ne profitait, de toute évidence, qu'aux spéculateurs et aux traficants au détriment des masses laborieuses de notre paysannerie et des salariés, d'où l'impérieuse nécessité pour notre peuple et son Parti d'assumer leurs responsabilités entières par la défense des acquis de la Révolution.

Il s'agit donc de faire de la présente Réforme un succès complet et, pour ce faire, la première mesure consiste en l'adoption et en l'application d'une politique rigoureuse de la circulation fiduciaire dans le pays. La mise en oeuvre de cette politique exige en premier lieu que les opérations de caisse dans les banques, entreprises, services publics et particuliers obéissent à des règles strictes.

Les Banquiers notamment et les Comptables publics sont invités à utiliser et à faire utiliser davantage les chèques comme moyens de paiement et de transaction que les espèces numéraires dont l'introduction dans la circulation doit être limitée au strict nécessaire.

1° - Les Banques veilleront désormais à ce qu'aucun retrait d'espèces de plus de 20.000 Syllis ne soit autorisé par mois et par personne ou ce qui concerne les personnes individuelles. Pour toute autre demande de paiement excédant cette somme dans le même mois, le titulaire du compte doit être invité par le Directeur de la Banque à faire ses règlements par chèques barrés ou virements en compte.

2° - Les banques n'autoriseront les paiements supérieurs à 20.000 Syllis qu'aux clients suivants :

a) - les billeteurs des entreprises, services, etc... pour le paiement des états de salaires des travailleurs dont le traitement mensuel n'excède pas 5.000 Syllis. Les états de salaire dûment signés du Directeur et du Président du C.U.P. et munis de tous les visas nécessaires doivent accompagner les chèques de retrait présentés par les billeteurs.

.../...

Les Amoluments des travailleurs des mêmes services perçoivent un traitement mensuel égal ou supérieur à 5.000 Syllis chacun doivent être virés d'office dans des comptes ouverts ou à ouvrir à leur noms.

? ?

b) - Les OCA et ODETAIL pour les fonds destinés à la commercialisation des produits et du bétail au niveau des producteurs des campagnes. Ici, le Directeur de la Banque veillera à ce que les monnaies décaissées au profit des OCA et d'ODETAIL ne comprennent aucun billet de coupure de 100, 50 et 25 Syllis afin de décourager la thésaurisation ou l'exportation de ces valeurs par les trafiquants. Les paiements seront faits en grande partie en billets de coupure de 10 et en jetons.

c) - Pour les Prieries Régionales en ce qui concerne l'approvisionnement de la caisse courante dont le solde journalier ne doit pas excéder 50.000 Syllis. S'agissant des Prieries des Régions où il n'existe pas de succursale de banque mais dont les comptes sont tenus à la succursale du Crédit National la plus proche, les retraits d'espèces doivent être limités au fonds de roulement strictement nécessaire aux paiements mensuels courants des services publics de la Région intéressée. Ces Prieries sont néanmoins invitées à verser tous les 10 jours leurs recettes à leurs comptes bancaires.

3° - En ce qui concerne les Magasins Généraux, les Pharmacies d'Etat et Agrima, interdiction est faite et aux Directeurs des Banques, et aux Directeurs de ces Entreprises de procéder à des retraits d'espèces de leurs comptes. Au contraire, ces Entreprises sont invitées impérieusement à verser au moins une fois par semaine leurs recettes à la Banque. Elles ne peuvent conserver en numéraires par devers elles, à quelque titre que ce soit, plus de 25.000 Syllis.

.../...

4.
4° - En ce qui concerne les Commerçants particuliers, aucune transaction en espèces ne doit être autorisée. Tous leurs règlements doivent s'effectuer par chèques ou virements bancaires sauf pour le cas prévu plus haut au titre des paiements de salaires.

Vous veillerez également à ce que les entreprises d'Etat ne soient plus payées ni en espèces ni par versements l'espèces à leurs comptes par leurs clients qui doivent être obligatoirement titulaires de comptes bancaires et qui doivent procéder à leurs paiements divers par chèques pour toute somme excédant 10.000 Syllis.


Toute disposition réglementaire, si bien élaborée soit-elle ne vaut cependant que par la volonté et la conscience de ceux qui sont chargés de l'appliquer. Aussi bien, la réussite des présentes prescriptions dépendra-t-elle entièrement de vous et de vos collaborateurs.

C'est pourquoi je fais encore une fois appel à votre esprit de militantisme et de patriotisme pour l'application vigoureuse et intelligente de la présente Circulaire dont je demande que vous fassiez la plus grande diffusion auprès de tous les Directeurs de Banque, d'entreprises, des caissiers, payeurs, etc...

Il ne s'agira point d'indisposer la clientèle par une attitude brutale et discourtoise et de créer un climat de mécontentement, mais il s'agira, chaque fois que cela est nécessaire, de convaincre les uns et les autres de l'intérêt pratique pour tous, et ce, par une argumentation à laquelle nous savons qu'ils sont accessibles.

PRET POUR LA REVOLUTION. -

Conkry, le 25 Octobre 1972


AHMED SEKOU TOURE

Mr. Carter 820

REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE

N° 18 / PRG

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CONAKRY, le 20 Novembre 1972

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

C I R C U L A I R E

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

A TOUS DIRECTEURS ET CHEFS DE SERVICES
- CAISSIERS PUBLICS -

Il ne revient que des Caissiers des entreprises d'Etat et services publics, malgré les instructions formelles encore en vigueur, continuent au vu et au su des Directeurs à ne pas verser régulièrement leurs recettes journalières à la Banque.

Cette attitude aboutit assurément à geler les liquidités au niveau de ces entreprises et à créer les conditions de détournement des deniers publics destinés à promouvoir le développement de la Production, du commerce et le bien-être social et culturel du Peuple.

Outre que cette confiscation des biens de l'Etat par quelques individus est nuisible à l'équilibre financier des Entreprises elles-mêmes, mais elle contribue surtout par le non retour régulier des liquidités dans les caisses des Banques à favoriser l'émission monétaire injustifiée par la Banque Centrale en vue de suppléer à l'insuffisance des encaisses normales des institutions de crédit toujours sollicitées par les déposants

.../...

de fonds et par les exigences du fonctionnement normal des mêmes entreprises et services publics.

Je rappelle donc à tous les Caissiers Publics sont tenus de verser tous les jours ouvrables à partir de 8 heures du matin leurs recettes de la veille à la Banque de leur localité.

Quant aux Caissiers des entreprises et services des Régions où il n'existe pas encore de Banque, ils devront néanmoins 1 fois par semaine se rendre à la localité de la succursale du Crédit National la plus proche pour y procéder au versement de leurs recettes hebdomadaire au compte bancaire de leur organisme et ce conformément à la circulaire n° 16/72/PRG du 25 Octobre 1972.

Les Inspecteurs du Contrôle Financier, les Inspecteurs des Affaires Administratives et Financières des Ministères de Développement Local, les Inspecteurs des Services d'Etat et les Inspecteurs de Banque sont chargés d'effectuer au niveau des caisses d'Etat des vérifications inopinées en vue de suivre l'application rigoureuse de la présente réglementation.

Enfin, j'attire l'attention de tous sur le fait que la non observation des présentes instructions entraînera désormais une poursuite judiciaire contre le caissier contrevenant et ce, sans préjudice des sanctions administratives allant de la suspension à la révocation que peut encourir le Directeur premier responsable de l'Entreprise.

PRET POUR LA REVOLUTION !

AHMED SEKOU TOURE

	<u>1969</u> Sept.	<u>1970</u> Sept.	<u>1971</u> Sept.
<u>Credit to Plan</u>			
BCRG credit to Plan	13.27	16.97	15.79
Less deposits	<u>-2.75</u>	<u>-3.32</u>	<u>-4.26</u>
I. Total net credit to Plan	10.52	13.65	11.53
<u>Credit to budget</u>			
BCRG credit to budget ^{1/}	20.36	24.08	25.19
BCRG other credit	2.00	2.01	2.01
Specialized banks' credit	<u>2.51</u>	<u>1.95</u>	<u>2.39</u>
	24.87	28.04	29.59
Less: deposits BCRG ^{2/} and specialized banks	<u>8.49</u>	<u>9.29</u>	<u>8.18</u>
II. Total net credit to budget	16.38	18.75	21.41
III. Total I + II	26.90	32.40	32.94
IV. French payments	<u>8.40</u>	<u>6.17</u>	<u>4.53</u>
Grand total	35.30	38.57	37.47

^{1/} Excluding pensions.
^{2/} Including Caisse de Péréquation.

GUINEA: BALANCE SHEET OF THE CENTRAL BANK OF GUINEA (C.B.G.)
(IN BILLIONS OF GF)

BANQUE CENTRALE (B.C.B.G.)	1968				1969				1970			
	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC	MARCH	JUNE	SEPT.	DEC			
II. AVOIRS EXTERIEURS (1+2)				3.492	3.327		3.995	3.573	3.467			
(1) LIQUIDITE INTERNATIONALE				3.294	3.129		3.297	4.671	3.418			
MONNAIES ETRANGERE				.003	.002		.002	0.002	0.002			
CORRESPONDANTS ETRANGERS ET CHEQUES ETR				2.353	2.189		2.069	--	--			
SOUSCRIPTION OR. FMI				.938	.938		.938	.938	1.247			
BANQUES ETRANGERS				--	--		--	3.245	1.934			
ACCORDS DE PAIEMENT				--	--		--	--	--			
SDR ALLOCATED HOLDINGS							0.720	0.289	0.037			
(2) FONDS IMMOBILISES EXTERIEURS				.198	.198		.198	.198	.247			
SOUSCRIPTION # BIRD				.049	.049		.049	.049	.049			
SOUSCRIPTION # IDA				.025	.025		.025	.025	.025			
SOUSCRIPTION # BAD				.124	.124		.124	.124	.173			
12.7. CREANCES SUR LE GOUVERNEMENT				37.307	36.611		42.589	41.524	39.493			
AVANCES A COURT ET MOYEN TERME				46.564	45.807		51.780	50.711	38.713			
DONT AVANCES AU PLAN												
AMORTISSEMENTS POUR PLAN				(.066)	(.066)		(.066)	(.066)	(.078)			
COMPTES MINISTERIELS ET ORGANISMES REGIONAUX				12.941	14.625		20.913	20.195	20.707			
DEBITEURS DIVERS				--	--		--	--	--			
DEBITEUR A REGULARISER				.408	.408		.205	.161	.161			
C.C.P.				2.004	2.000		1.971	2.059	2.052			
CONTREPARTIE DES BALANCES BIATERIALES COMMERCIAN				9.191	9.191		9.191	9.191	9.191			
COUPONS FRANCAISE PENSIONS - PORTEFEUILLE ET BANQUES ETR				8.402	7.917		7.749	7.448	5.437			
12.6. CREANCES SUR LES ENTREPRISES D'ETAT				.028	.040		.075	0.098	0.107			
ETABLISSEMENTS D'ETAT				.028	.040		.075	0.098	.104			
PRÊTS ECONOMIQUE EXTERIEURS				(51.680)	(54.464)		(55.772)	6.383	(2.973)			
12.5. CREANCES SUR LES BANQUES				21.804	21.688		22.134	22.742	22.451			
BANQUES LOCALES C.N.				15.912	13.450		14.396	15.666	15.467			
BNDA				5.892	5.594		5.137	5.334	4.75			
AVANCE A MOYEN TERME - C.N.				--	2.644		2.601	2.042	2.309			

1. Included in correspondants étrangers until Dec. 1969 2. Included in Comptes ministeriel until September 1969.

B.C.R.G.	1968				1969				1970			
			DEC.	MARCH	JUNE	SEPT.	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT.	DEC.	
13. DIVERS "ACTIF" NON VENIILES						5.213	5.067		5.138	5.206	5.213 (5.167)	6.085
SOUSCRIPTION FG BIRD						.444	.444		.444	.444	✓ .444	.444
SOUSCRIPTION FG IDA						.224	.224		.224	.224	✓ .224	.224
SOUSCRIPTION FG FML						3.755	3.754		3.754	3.754	✓ 3.754	4.681
MOYENS DE BASE						.408	.299		.306	.317	✓ .317	317
FRAIS D'ETABLISSEMENT ↓					113		.125	.117	✓ .209	210
DÉBITS À REGULARISER						.302	.050		.050	.050	✓ .050	.050
DÉPÔTS ET CAUTIONS À PAYÉS 2)					009		.009	.009	✓ .009	.009
PRODUITS À VENIR 2)					036		.072	.135	---	---
AVANCES AUX EMPLOYÉS DE LA BCRC						.080	.124		.121	.074	✓ 0.099	.102
DÉPÔTS DE FONDS PRINÉS						--	.014		.033	.044	✓ .033	.048
												.046
ACTIF = PASSIF												
14. MONNAIES DE RESERVE (a+b+c+d)						45.297	43.544		45.268	45.667	44.274	44.499
(a) CIRCULATION FIDUCIAIRE EN DEHORS						23.881	23.811		27.246	29.083	31.031	31.616
DES BANQUES												
BILLETS EN CIRCULATION						27.118	27.203		29.347	31.986	34.794	35.702
PIÈCES EN CIRCULATION						.207	.212		.217	.218	.279	.285
MOINS: BILLETS ET PIÈCES DANS LES												
BANQUES SPECIALISÉES (LIGNE 20.2)						3.444	3.604		2.319	3.121	3.837	4.371
BILLETS ET PIÈCES TENUS PAR						--	--		--	--	--	--
LE TRESOR												
(b) BILLETS ET PIÈCES DANS LES BANQUES												
SPECIALISÉES (LIGNE 20.2)						3.444	3.604		2.319	3.121	3.837	4.371
(c) DÉPÔTS DES BANQUES SPECIALISÉES (BGCE)						13.481	11.126		11.651	8.718	6.081	✓ 4.813
(d) DÉPÔTS DE L'ECONOMIE (Σ x+y)						4.491	4.993		4.052	4.745	3.361	✓ 3.699
x ENTREPRISES D'ETAT						2.335	2.595		1.814	2.609	1.080	1.432
y SECTEUR PRIVE						2.156	2.398		2.238	2.136	2.281	2.267
DÉPÔT DE FONDS						2.061	2.231		2.238	2.38	2.80	2.170
C/C COMMERCIAUX						--	--		--	--	--	--
CHEQUES À PAYER						.095	.167		.097	.98	0.101	✓ .092

C. R. G.	1968				1969				1970					
	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT.	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT.	DEC.					
16. DEPÔTS DU GOUVERNEMENT														
COMPTES MINISTERIELS				4.946	5.009				9.800	7.774			6.428	7.827
← DEPÔTS DE LA CAISSE DE RÉÉQUILIBRATION				3.240	3.232				7.011	2.397			4.329	5.577
COMPTES DE TIER (ETAT)				1.650	1.777				2.789	1.100			2.099	2.250
				.056	-				--	.001			0.40	.001
16. ENGAGEMENTS ÉTRANGERS				20.180	21.699				20.430	13.215			12.468	12.900
BANQUES ÉTRANGÈRES (BANQUES EN LIQUIDATION)				.031	.037				.002	.002			.002	.002
CRÉDITS BANCAIRES (CORRESPONDANTS ÉTRANGERS)				.270	1.011				.120	.177			.99	.199
COMPTES ÉTRANGERS TRANSFERABLES				.301	.304				.304	.302			.302	.298
ACCORDS DE PAIEMENT BILATÉRAUX				18.366	19.143				18.798	10.471			9.724	10.160
CRÉDIT COMMERCIAUX				.110	.142				.143	.142			.142	.142
ORGANIZATIONS INTERNATIONALES (FMI)				1.063	1.063				1.063	2.099			2.099	2.099
(CRÉDITS À LONG-TERME (EMPRUNTS ÉTRANGERS À LONG-TERME) <small>Plus MEMOIRE</small>)					54.464				55.873	62.320			33.935	69.018
17. CAPITAL ET RESERVES				.951	.973				.951	.928			.900	1.025
CAPITAL									.621	.621			.630	.630
RESERVES									.229	.229			.240	.240
AMORTISSEMENTS									.078	.078			.090	.090
									.223	.023			.064	.064
|| Includes counterpart on website														

1971

March	June	Sept	Dec.									
7.119	7.612	7.916	7.971									
--	--											
055	055	050	050									
133	133	133	133									
003	003	003	003									
030	022	063	067									
051	-	-	.063									
075	.627	.894	.883									
-	-	-	-									
-	-	.001	-									
-	-	-	-									
.444	.444	.444	.444									
.224	.224	.224	.224									
4.681	4.681	4.681	4.681									
1.423	1.423	1.423	1.423									
|| Included in Resum memo)												

B.C.R.G.	1968				1969				1970				
	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC	MARCH	JUNE	SEPT	DEC	MARCH	JUNE	SEPT	DEC
17c. DIVERS "PASSIF" NON VENTILES				4.726	4.737					5.739	5.556		
CRÉDITS DIVERS					.038					4.951	5.657	5.670	6.514
CRÉDITS À REGULARISER					.008					.033	.033	.033	.033
COMPTES BLOQUÉS					.125					.016	.095	.094	.094
DÉPÔTS ET CAUTIONS RECUS					.003					.127	.124	.132	133
RÉSULTAT					.017					.003	.003	.003	.003
RÉPORT À NOUVEAU					.081					.017	.050	.051	.025
DISPOSITION À PAYER					.043					.081	--	--	.051
CHEQUES À PAYER !!										.164	.144	.146	.038
CHARGES À VENIR										-	-	-	-
CHARGES À VERSER										-	-	-	-
SOUSCRIPTION FG BIRD									.444	.444	.444	.444	.444
SOUSCRIPTION FG IDA									.224	.224	.224	.224	.224
SOUSCRIPTION FG FMI									3.754	3.754	3.754	3.754	4.681
JDR									.788	.788	.788	.788	.788

GUINEA: CONSOLIDATED BALANCE SHEET OF THE SPECIALIZED BANKS
(IN BILLIONS OF GF)

	1968				1969				1970				
	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT.	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT.	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT.	DEC.
BANQUES SPECIALISEES													
CREDIT NATIONAL (CN)													
BANQUE NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (BNDA)													
BANQUE GUINEENNE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR (BGCE)													
<hr/>													
20. RESERVES (2+6)				18.702	16.441	14.975	13.803	11.451	7.102				
(a) BILLETS ET PIÈCES				3.444	3.604	2.319	3.121	3.837	4.371				
CAISSE - CN				3.164	3.405	2.067	2.825	3.617	3.992				
BNDA				.246	.152	.507	.242	.188	302				
BGCE				.034	.047	.045	.054	.032	077				
(b) DÉPÔTS AUPRES DES BCRG				15.258	12.837	12.656	10.682	7.614	2.731				
CN				--	--	--	--	--	--				
BNDA				--	--	--	--	--	--				
BGCE				15.258	12.837	12.656	10.682	7.614	2.731				
<hr/>													
21. AVOIRS EXTERIEURS						2.085	3.071	1.810	X				
B.G.C.E. - PORTEFEUILLE						4.251	2.084	3.070	1.367				
CN						.002	.001	.001	...				
<hr/>													
22a. CRENCES SUR LE GOUVERNEMENT (x+y+z)				2.314	2.324	2.298	2.148	1.951	2.006				
(x) CN				2.129	1.923	1.888	1.730	1.415	1.451				
C.I.C.P				2.081	1.875	1.840	1.622	1.367	1.403				
COMPTES MINISTERIELS				-	-	-	-	-	-				
FONDS VERSES AU PLAN				.048	.048	.048	.048	.048	.048				
(y) BNDA				.238	.248	.228	.231	.222	.238				
C.I.C.P				.012	.013	.019	.021	.028	.036				
ETAT				.180	.190	.164	.164	.142	.156				
FIDES				.032	.031	.031	.032	.032	.032				
FONDS VERSES AU PLAN				.014	.014	.014	.014	.014	.014				
(z) BGCE - C.I.C.P				.147	.153	.182	.187	.314	.317				
FONDS VERSES AU PLAN				.022	.027	.027	.027	.027	.029				
C.I.C.P				.112	.126	.139	.144	.270	.271				
ETAT													

BANQUES SPECIALISEES	1968				1969				1970			
	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT.	DEC.			
22 b. CREANCES SUR LES ENTREPRISE D'ETAT				44.266	44.770				45.925	46.296	48.352	53.171
CN -				35.729	35.637				35.659	35.822	34.626	35.191
ETABLISSEMENTS D'ETAT (Banque de Tunisie)				.685	.712				.688	.698	.685	.684
AVANCES A COURT TERME				31.705	31.596				31.957	31.967	33.514	34.078
A MOYEN TERME				3.273	3.265				3.148	3.091	.361	.363
A LONG TERME				.066	.064				.064	.066	.066	.066
BNDA -				5.184	5.074				5.079	4.907	5.002	5.077
ETABLISSEMENTS D'ETAT				1.810	1.729				1.570	1.628	1.335	1.370
AVANCE A COURT TERME				2.435	2.418				2.361	2.140	1.893	1.920
A MOYEN TERME				.047	.052				.240	.231	.204	.205
A LONG TERME				.884	.867				.897	.897	1.565	1.574
PORTEFEUILLE				.008	.008				.008	.008	.008	.008
TITRES				--	--				--	--	--	--
EFFETS ESCOMPTEES				--	--				.003	.003	.003	--
DEBITEURS DIVERS				--	--				--	--	--	--
DEBITS A REGULARISER				--	--				--	--	--	--
MOINS AVANCES AU SECTEUR PRIVE				--	--				--	--	--	--
BGCE				3.353	4.059				4.987	5.567	8.718	12.903
DEBITEURS DIVERS				.137	.859				1.157	1.290	1.359	1.296
DEBITS A REGULARISER				.055	.010				.010	.010	.003	.003
AVANCES A COURT TERME				3.161	3.190				3.820	4.267	5.196	4.743
Coordination Financiere									--	--	2.160	6.861
22 c. CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE				2.499	2.460				2.986	2.965	2.976	3.469
CN -				1.299	1.304				1.578	1.875	1.806	2.131
AVANCES A COURT TERME					.436				.425	.476	.408	.515
A MOYEN TERME					.131				.189	.386	.484	.704
A LONG TERME					.272				.272	.260	.268	.265
AVANCES POUR COMMERCIALIZATION					.081				.081	.082	.082	.082
PORTEFEUILLE					.252				.361	.252	.130	.129
DEBITEURS DIVERS					.082				.387	.369	.384	.384
DEBITS A REGULARISER					.050				.050	.050	.050	.052
BNDA -				1.200	1.156				1.123	1.090	1.170	1.334
AVANCES AU SECTEUR PRIVE				1.081	1.070				1.076	1.027	1.110	1.288
EFFETS ESCOMPTEES				.119	.086				.027	.048	.043	.034
BNDA -									--	.010	.012	.012

BANQUES SPECIALISÉES	1968				1969					
	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC.	
23. DIVERS "ACTIF" NON VENTILES				5.675	7.276		7.774	9.624	8.006	9.289
CN -				5.440	7.157		7.580	9.347	7.629	8.957
- MOYENS DE BASE				.146	.160		.142	.149	.152	.152
- DÉBITS À RÉGULARISER				.040	--		--	--	--	--
- OPERATIONS EN ROUTE SIEGE/SUC				4.981	6.402		7.236	9.014	7.347	8.031
MOINS: DÉPOSANTS D'EFFETS A IENC.				--	.432		-.319	-.338	-.312	-.285
- PRODUITS À VENIR				--	.148		.115	.097	.085	.066
- DÉBITEURS DIVERS				--	--		--	--	--	--
- RESULTAT				.048	.042		.087	.152	.084	.066
- REPORT À NOUVEAU				.042	.090		.070	.090	.090	.174
- LIQUIDATION BAO				.183	.183		.183	.183	.183	.183
BNDA -				.118	.193		.158	.227	.332	.286
- RESULTAT				--	.002		.011	.016	--	.012
- MOYENS DE BASE				.063	.063		.063	.064	.064	.064
- DIVERS DÉBITEURS				.125	--		--	.039	.039	--
- EFFETS ET CHEQUES ¹⁾			006		.005	.006	.007	.009
- PRODUITS À RECEVOIR ²⁾			122		.109	.106	.201	.201
BCCE -				.047	.058		.046	.046	.045	.046
- MOYENS DE BASE				.043	.044		.046	.046	.045	.046
- FONDS IMMOBILISÉS				--	--		--	--	--	--
- DÉBITEURS DIVERS - PRIVÉS				.004	.005		--	--	--	--
- RESULTAT				--	.009		--	--	--	--
¹⁾ Included in Divers debitem until Dec. 1969. ²⁾ Incl. of ...										

BANQUES SPECIALISEES PASSIF		1968				1969				1970				
		DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC	MARCH	JUNE	SEPT	DEC	MARCH	JUNE	SEPT	DEC
24. DEPOTS DE L'ECONOMIE														
(a) ENTREPRISES D'ETAT					31.201		32.863		33.411		30.142		30.680	32.853
CN -					13.503		14.292		15.070		12.004		11.452	13.718
ETABLISSEMENT D'ETAT					10.508		12.094		11.507		9.381		10.430	
DISPOSITION A PAYER					8.439		10.210		9.445		6.536		8.763	10.767
BNDA -					2.069		1.884		2.062		2.545		1.667	1.529
ETABLISSEMENT D'ETAT					.297		.293		.190		.124		.282	
BGCE -					.297		.293		.190		.84		.288	.157
ETABLISSEMENT D'ETAT					2.698		2.005		3.373		2.429		.734	
DEPOT DE FONDS					2.698		2.005		3.373 ?		2.429		.734	1.265
					--		--		--		--		--	
(b) SECTEUR PRIVE					17.698		17.872		18.341		18.138		19.228	19.135
CN -					14.739		14.840		14.739		14.640		15.279	
COMPTES COURANTS COMMERCIAUX					12.134		12.387		11.797		12.222		13.04	13.459
DEPOT DE FONDS					2.530		2.378		2.466		2.371		2.818	2.699
CREDITEURS DIVERS					.075		.075		.075		.077		.047	.047
BNDA -					1.414		1.462		1.156		1.452		1.512	
DEPOTS DE FONDS					.604		.391		.752		1.019		1.66	1.133
COMPTES COURANTS COMMERCIAUX					.344		.262		...		--		--	
DISPOSITIONS A PAYER					.220		.701		.954		.433		.147	.322
COOPERATIVES					.246		.108		...		--		--	.031
CREDITEURS DIVERS					1.545		1.570		2.097		2.046		2.036	
BGCE -					1.533		1.507		2.034		1.986		2.024	1.432
DEPOTS DE FONDS					.012		.063		.063		.060		.012	.012
CREDITEURS DIVERS					1.787		1.876		1.928		2.087		1.209	1.902
25 a DEPOT A TERME					1.787		1.840		1.829		1.812		1.792	
CN -					1.177		1.153		1.177		1.176		1.154	1.137
DEPOTS ET CAUTIONS REÇUS					--		--		--		--		--	
DEPOTS A TERME					.610		.687		.692		.636		.632	.635
COMPTES BLOQUES														
BNDA -									.059		.275		.017	
DEPOTS A TERME					--		.036		.059		.275		.017	.130

ANNUEES SPECIALISEES	1968				1969				1970				
	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC.
25 b. PROVISIONS POUR IMPORTATION				3.588	3.350				2.031	1.581	4.063	4.066	
P/C ETABLISSEMENTS D'ETAT				2.896	2.651				1.173	1.222	3.782	3.548	
P/C DES PRIVES				.692	.699				.858	0.359	0.281	.518	
AUTRES													
26 a. DEPOTS DU GOUVERNEMENT				6.290	7.220				7.879	7.406	6.185	6.093	
CN -				3.930	4.791				5.250	5.023	3.781		
COMPTES MINISTERIELS				3.930	4.786				5.236	5.009	3.767	3.952	
ETAT \downarrow			005				.014	.014	.014	14	
BNDA -													
ETAT				.059	.059				--	..	.019		
CCP				.059	.059				--	..	.009	--	
CREDITS A MOYEN TERME				--	--				--	--	--	--	
BGCE -				2.301	2.370				2.629	2.343	2.395		
ETAT				..	.107				.005	.008	.020	.003	
MINISTERE DU PLAN				2.301	2.263				2.624	2.375	2.375	2.124	
26 b. ENGAGEMENTS ETRANGERS				x x x	x x x				x x x	3 070		--	
BGCE -									2.084	3 070	1 810		
COMPTES ETRANGERS TRANS-									.163	.198	.171		
" avant le resp. BCRG (FERABLE)									1.921	2 872	1.639		
PROVISIONS POUR TRANSFERTS									--	--	--		
DEVISES LIRES									2.126	--	--		
26 c. CONTREPARTIE DE L'AID				8.132	7.369				7.174	6.903	6.083	5.806	
27 a. CAPITAL ET RESERVES				1.547	1.547				1.547	1.617	1.585	1.585	
CAPITAL				.750	.750				.750	.820	.820		
CN				.150	.150				.150	.150	.150	.150	
BNDA				.350	.350				.350	.350	.350	.350	
BGCE				.250	.250				.250	.320	.320	.320	
RESERVES				.797	.797				.797	.797	.765		
CN				.095	.095				.095	.095	.095	.095	
BNDA				.600	.600				.600	.600	.600	.600	
BGCE				.102	.102				.102	.102	.070	.070	

\downarrow included in compte ministeriel until Dec. 1969

BANQUES SPECIALISÉES	1968				1969				1970				
	DEC	MARCH	JUNE	SEPT	DEC	MARCH	JUNE	SEPT	DEC	MARCH	JUNE	SEPT	DEC
27 b. CRÉDITS DE LA BCRG				18.908	17.984		17.451	21.723	18.003	21.767			
CN				14.267	13.784		13.804	18.818	15.505	19.472			
BNDA				4.641	4.180		3.647	2.905	2.498	2.295			
BGCE				--	--		--	--	--	--			
27 c. DIVERS "PASSIF" NON VENTILES				1.401	1.313		2.517	3.380	4.037	.759			
CN -				1.530	1.705		2.501	1.681	1.458	-2.439			
CRÉDITS À REGULARISER - DIVERS					.620		.620	.620	.620	.620			
- SPECIAL					--		--	--	--	--			
CHEQUES À PAYER					.001		.001	.001	.001	--			
AMORTISSEMENTS					.061		.061	.061	.074	-.074			
RÉPORT À NOUVEAU					--		--	--	--	--			
RESULTAT					--		--	--	--	--			
SOLDE ENTRE COMPTES INTERBANCAIRE					.580		1.489	.988	.762	-3.134			
DÉPÔTS DUS AUX BANQUES SPEC					1.367		2.277	(2.128)	(1.361)	(.029)			
MOINS DÉPÔTS AUPRÈS BANQUES SPEC.					.787		.805	(-1.140)	(.599)	(-3.163)			
CHARGES À PAYER					.011		.011	.011	.001	.001			
DÉPOSANTS D'EFFETS À L'ENCAISSEMENT					--		--	--	--	--			
BNDA -				-.354	-.154		.073	.932	.855	2.218			
CRÉDITS À REGULARISER					.011		.014	.015	.015	.015			
CHEQUES À PAYER					.002		.062	.264	.002	-.015			
CHARGES À PAYER					.006		.005	.008	.004	-.004			
CRÉDITEURS DIVERS					.026		.031	.031	.012	--			
AMORTISSEMENTS					.019		.019	.019	.022	-.022			
RÉPORT À NOUVEAU				161	.094		.094	.094	.094	.094			
RESULTAT					--		--	--	.015	.015			
SOLDE ENTRE COMPTE INTERBANCAIRE					-.323		-.168	.403	.197	2.044			
DÉPÔTS DUS AUX BANQUES SPEC.					.756		.522	(.970)	(1.597)	(2.044)			
MOINS DÉPÔTS AUPRÈS BANQUES SPEC.					1.079		.991	(.567)	(--)	(--)			
EFFETS ET CHEQUES À L'ENCAISSEMENT					.007		.005	.008	.008				
ORGANISMES POLITIQUES					.004		.011	.290					
DISPOSITIONS À PAYER					--		--	--	--	--			.009
BGCE -							.225	.194	.262	.767	.744		

↓ Included in demand deposits

BANQUES SPECIALISEES	1968				1969				1970				
	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC.
27a (cont.)													
BGCE									.194	.212	.767	.744	.980
CREDITS A REGULARISER								--	--	.636	.712	.538	
AMORTISSEMENTS								.027	.027	.027	.028	.028	
REPORT A NOUVEAU								.193	.193	--	--	--	.289
RESULTAT								--	.033	.101	.003	.088	
CREDITEURS DIVERS								--	--				
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS								.003	.003	.003	.003	.003	.003
SOLDE ENTRE COMPTE INTERBANCAIRE								-.029	.006	--	-.002	--	--
DEPOTS DUS AUX BANQUES SPEC								--	.006	.002	--	--	.034
MOINS: DEPOTS AUPRES BANQUES SPEC								.029	--	.002	.002	--	-()

GUINEA: MONETARY SURVEY
(IN BILLIONS) (GF)

ETAT MONÉTAIRE	1968				1969				1970			
	DEC.	MARCH	JUNE	SEPT	DEC	MARCH	JUNE	SEPT	DEC			
31. AVOIRS EXTERIEURS (NETTE)				-16,688	-18,372				-17,223			
AVOIRS				3,497	3,327				3,207			
LIGNE 11				3,492	3,327				3,207			
LIGNE 21				--	--				--			
MOINS:												
ENGAGEMENTS				20,180	21,699				20,430			
LIGNE 16 b				20,180	21,699				20,430			
LIGNE 26 b												
dont: EMPRUNTS EXTERIEURS A LONG TERME												
SOLDE DES ACCORDS COMMERCIAUX												
ET BILATERALES				14,769	16,662				18,753			
32. CRÉDITS INTERIEURS (NET)				84,435	83,167				86,385			
(LIGNES 32 a + b)												
(a) CRÉANCES SUR LE GOUVERNEMENT (NET)				37,642	35,897				37,399			
LIGNE 12 a (BCRG)				46,564	45,802				51,780			
dont: AVANCES AU PLAN												
LIGNE 22 a (BANQUES SPEC.)				2,314	2,324				2,278			
MOINS: DÉPÔTS												
LIGNE 16 a (BCRG)				4,946	5,009				9,800			
LIGNE 26 a (BANQUES SPEC.)				6,290	7,220				7,877			
(b) CRÉANCES SUR L'ÉCONOMIE				46,793	47,270				48,986			
X. ENTREPRISES D'ÉTAT				44,294	44,810				46,000			
LIGNE 12 b (BCRG)				.028	.040				.075			
LIGNE 22 b (BANQUES SPEC.)				44,266	44,770				45,925			
Y. SECTEUR PRIVÉ				2,499	2,460				2,986			
LIGNE 22 c (BANQUES SPEC.)				2,499	2,460				2,986			

VENTILATION DES DEPOTS DE L'ETAT
 AU 30 SEPTEMBRE 1970 ET AU 30 SEPTEMBRE 1971

DEPOTS A LA BANQUE CENTRALE

	Sept 69	SEPT.70	SEPT.71
Ministères des Finances	0,280	0,462	1,105
Budget du plan	3,750	3,321	4,263
Autres Ministres	0,254	0,514	1,389
	<u>3,240</u>	<u>4,297</u>	<u>6,757</u>
Compte de Tiers Etat	0,056	0,040	0,049
Caisse de perception	1,650	2,099	1,612
	<u>1,706</u>	<u>2,147</u>	<u>1,661</u>
<hr/>			
Total	4,946	6,444	8,418

DEPOTS DANS LES BANQUES SPECIALISEES

Comptes Ministériels			
C.N.	3,915	3,767	1,427
B.G.C.E.	2,294	2,374	2,516
B.N.D.A.	-	-	-
Compte de Tiers (Etat)			
C.N.	0,013	0,014	0,038
B.G.C.E.	0,007	0,020	0,024
B.N.D.A.	0,058	0,008	0,003
	<u>0,078</u>	<u>0,042</u>	<u>0,065</u>
	6,287	6,183	4,008
<hr/>			
Total Général :	11,233	12,627	12,416

Factors underlying the overvaluation of the Guinean franc

Since 1958 the external payment situation of Guinea has been under considerable pressure resulting from the unsatisfactory performance of the export sector and an ambitious investment program entailing large outlays on the import of capital equipments. The balance of payments as shown by the loss in reserves, registered over-all deficits of \$2.5 million in 1964/65, \$4.9 million in 1965/66 and \$11.3 million in 1966/67. Exports have stagnated because of the poor development in the agricultural sector. The stagnation of the agricultural sector is due to a variety of factors including floods, deforestation, soil erosion, plant diseases, the lack of fertilizers and spare parts, transportation and marketing difficulties. In addition, production has been adversely affected by the lack of appropriate price incentives. The reduction in the volume of imported consumer goods as well as the low producer prices has led to the development of a parallel market in agricultural export products, mainly, coffee, palm products, bananas and groundnuts. The illicit trade across the border into neighboring hard currency countries has affected adversely the export of agricultural products through official channels (see Table 1). Agricultural exports also suffered from the redirection of trade following the attainment of independence from protected export markets in France and the Franc Area countries to Eastern European countries with whom Guinea maintains payment agreements (see Appendix Table I). In contrast, mineral production and exports have continued to expand and have become an important source of foreign exchange earnings (see Table 1). Exports of alumina, which accounted for 65 per cent of total exports in 1966/67, is expected to increase further as a result of the expansion of the productive capacity of Fria, but far more important in the long run is the development

of bauxite export that will result from the exploitation of the large bauxite deposit in the Boké region in the early 1970's. The bulk of these minerals is exported to the U.S. and has remained the major source of convertible currency earnings for the Guinea economy.

Table 1. Guinea: Merchandise Trade

(In millions of Guinean francs)

	Average 1960-64	1964/65	1965/66	1966/67
I. Exports	<u>12,774</u>	<u>12,805</u>	<u>12,840</u>	<u>12,565</u>
Agricultural commodities	4,191	3,474	3,989	4,072
Minerals	8,573	9,331	8,824	8,478
Other	10	--	27	15
II. Imports ^{1/}	<u>18,118</u>	<u>15,920</u>	<u>15,046</u>	<u>13,161</u>
Consumer goods	6,473	6,657	6,702	3,596
Capital goods	7,142	4,127	3,347	4,594
Other ^{2/}	4,503	5,136	4,997	4,971
III. Trade deficit	<u>5,344</u>	<u>3,115</u>	<u>2,206</u>	<u>596</u>

Sources: Ministère d'Etat Chargé des Finances et du Plan, Direction de la Statistique Générale et de la Mécanographie, Bulletin Spécial de Statistique (1964); and data provided by Fria - Compagnie Internationale pour la Production de l'Alumine, and by the Guinean authorities.

^{1/} Including imports under the Plans, which comprise both consumer and capital goods. Since a breakdown of plan imports is not available for the period 1960-64, the averages shown in this table were estimated on the basis of the average share of consumer and capital goods in total plan imports over the period 1964/65-1966/67.

^{2/} Consisting mainly of chemicals, fuels and construction materials; but including also some imports of consumer and capital goods, and Fria's total imports of such goods beginning with 1964/65.

While exports stagnated, imports on the other hand, have shown wide fluctuations. In the period up to 1964, the level of imports of capital and consumer goods remained high because of the availability of foreign exchange earnings and reserves and means of financing. Imports declined from \$64 million in 1964/65 to \$61 million and \$53 million in 1965/66 and 1966/67, respectively. ^{1/} The reduction in imported consumer goods was considerable. Such a decline reflects mainly a reduction of American wheat imports under the PL 480 program. It is also due to the decline in export credit from countries with whom Guinea has bilateral agreements. The trade balance has registered deficits of \$12.6 million, \$8.9 million and \$2.4 million in 1964/65, 1965/66, and 1966/67, respectively (see Table 2). Capital inflow mainly from Eastern Europe, the U.S. and West Germany, has been high, but declined in 1966/67 (see Table 2).

Table 2. Guinea: Balance of Payments Estimates

(In millions of Guinean francs)

	1964/65	1965/66	1966/67
Capital movements	5,862	6,700	4,377
Private	468	350	--
Fria	247	350	--
Other	221	--	--
Government	5,394	6,350	4,377
U.S. loans and grants	4,480	3,267	2,477
Other loans and grants	4,054	5,701	3,100
Service payments on loans	-3,040	-2,618	-1,200
Subscriptions to international organizations	-100	--	--

Sources: Data provided by the Guinean authorities.

^{1/} In addition to the decline in consumer goods, the range of such imports was also reduced because of the redirection of trade towards Eastern Europe (Appendix Table I).

The flow of foreign credit to Guinea has resulted in a considerable increase of its external indebtedness. As of September 30, 1967, Guinea's foreign medium- and long-term public debt totaled \$210.4 million, of which \$121 million is owed to the Soviet Union, Mainland China and Czechoslovakia. Service payments on foreign debts are estimated to total nearly \$14 million in 1968 which will represent 27 per cent of Guinea's gross export earnings in 1967. The Government of Guinea has taken steps to reschedule the debts with major creditors and has met with a measure of success regarding some Eastern European countries and Italy.

In order to protect the worsening balance of payments situation, the Guinean authorities introduced a complex and comprehensive restrictive system regarding the imports of capital and consumer goods and transfers out of the country. The system of direct control has led to distortion in the domestic cost price structure and has augmented further the development of parallel markets in domestic as well as imported products.

The deficits in the balance of payments reflect monetary development since 1960. During the period 1960-63, which roughly coincided with the implementation of the First Development Plan, the banking system played an active role in the financing of domestic investments of the public sector (see Table 3). Total domestic bank credit to government and state enterprises increased threefold in spite of the contractionary influence of balance of payments deficits and the sterilization of counterpart funds of foreign aid. Money supply rose by 90 per cent over the three-year period. In 1963/64, the money supply increased by 33 per cent, but declined to 13 per cent in 1964/65, 8 per cent in 1965/66. In the first nine months of 1966/67, this trend continued with a rise in money supply amounting to 4 per cent only. This decline is due to the improvement in the financial position of public enterprises and their indebtedness to the banking system (see Table 1).

Table 3. Guinea: Financial Performance of the Public Sector^{1/}

(In billions of Guinean francs)

	1963/64	1964/65	1965/66	1966/67 ^{2/}
Total domestic cash deficit	-6.3	-5.3	-4.2	-1.4
Financing				
Bank credit	9.3	10.8	4.0	3.9
Use of deposits ^{3/}	-2.1	-8.0	2.1	0.2
Caisse de Péréquation deposits	-0.9	2.5	-0.4	-2.7

Source: Data provided by the Guinean authorities.

^{1/} Excluding expenditures financed by foreign borrowing.

^{2/} For the first nine months only.

^{3/} Public sector deposits other than those of the Caisse de Péréquation.

Table 4. Guinea: Money Supply

(In billions of Guinean francs)

	1963/64	1964/65	1965/66	Sept. 1965- June 1966	Sept. 1966- June 1967
Changes in money supply	8.27	4.20	2.83	-0.81	1.40
Percentage change in money supply	33	13	8	-2	4

Source: Data provided by the Guinean authorities.

The rapid monetary expansion in the early 1960's exerted considerable pressure on the comprehensive price control mechanism with domestic effective demand exceeding supply at fixed prices. On the basis of official prices, the domestic price level increased moderately in 1966 and 1967. Prices ruling in the parallel market, however, are considerably higher than official prices and are rising even faster. The existence of such a parallel market has discouraged agricultural production and introduced distortions in the allocation of resources, and consumption patterns, and led to considerable loss in foreign exchange in the Government. It is evident that an increase in official prices, which will be in line with market conditions, would only involve a small increase in the effective cost to the consumer while allowing the Government to reap for itself additional receipts which now accrue to traders in the illicit market. Such additional receipts on the sale of consumer goods will permit the Government to raise the prices paid to producers of agricultural exports without inflationary pressure and thereby eliminate the incentive for illicit export.

Table I. Guinea: Direction of Trade
(In per cent of totals)

	1958	1960	1961	1962	1963	1964 ^{1/}	1964/65 ^{1/}	1965/66
I. Exports								
French franc area	76	37	30	34	30	27	21	19
France	69	27	18	18	14	12	....	....
Other countries	7	10	12	16	16	15	....	....
Dollar area	9	11	12	13	13	11	12	25
United States	3	1	6	11	7	9	....	....
Other countries	6	10	6	2	6	2	....	....
Sterling area	8	4	2	1	2	2	4	6
Eastern European countries	--	24	23	26	22	22	25	25
Soviet Union	--	8	9	6	4	4	....	....
Other countries	--	16	14	20	18	18	....	....
Mainland China	--	--	3	1	2	1	....	....
Rest of the world ^{2/}	7	24	30	25	31	37	38 ^{3/}	25 ^{3/}
II. Imports^{4/}								
French franc area	77	37	18	19	19	25	16	9
France	72	30	12	15	18	23	....	9
Other countries	5	7	6	4	1	2	....	--
Dollar area	6	8	5	11	19	22	29	25
United States	6	8	5	11	19	21	....	....
Other countries	--	--	--	--	--	1	....	....
Sterling area	5	4	5	3	1	3	....	2
Eastern European countries	--	37	34	36	31	21	39	52
Soviet Union	--	10	12	20	18	13	....	....
Other countries	--	27	22	16	13	8	....	....
Mainland China	--	3	6	1	9	17	....	9
Rest of the world ^{2/}	12	11	32	30	21	12	....	3

Sources: Ministère d'Etat Chargé des Finances et du Plan, Direction de la Statistique Générale et de la Mécanographie, Bulletin Spécial de Statistique (1964); and data provided by the Guinean authorities.

1/ As of late 1964, Guinea's foreign trade data have been reported on the fiscal year basis October 1-September 30. However, for purposes of comparability, data are provided in this table for both the calendar year 1964 and the fiscal year 1964/65.

2/ Consisting mainly of Western European countries other than France and the United Kingdom.

3/ Including exports to Mainland China.

4/ Excluding imports under the Plans and, as of 1964/65, imports of Fria.

Cy 2

Economic Section:

24th March, 1960.

GUINEA

- Main items of the Ordinances relating to
- (a) Creation of the Guinean franc
 - (b) Creation of the Bank of the Republic of Guinea
 - (c) Creation of an "Office des Changes"
-

(Excerpt from the Journal Officiel, Conakry, No.5 of 1st March, 1960)

(a) Creation of the Guinean franc

With effect from 1st March, 1960 an independent national currency is created, the only legal tender as from that date. (Article 1)

The monetary unit in the territory of the Republic of Guinea is the Guinean franc, represented as "F.G.". The value of the F.G. equals 0.0036 grammes of fine gold. The value of the Guinean franc as against foreign currencies will be fixed by the Bank of the Republic of Guinea. (Article 2)

The following notes and coins are legal tender:

- (1) notes of the Bank of the Republic of Guinea: F.G. 10,000., 5,000., 1,000., 500 and 100.
- (2) notes of State (billets d'Etat) of F.G.50.
- (3) metal coins of F.G. 25, 10 and 5. (Article 3)

The Guinean franc replaces the C.F.A. franc at a rate of 1:1. The exchange of the Guinean money against the old C.F.A. money will be effected during the period from 1st to 15th March, 1960 (Articles 5 and 6)

As from 2nd March, 1960, the C.F.A. currency will cease to be legal tender in Guinea. (Article 7).

The export and import of the Guinean currency are prohibited. (Article 9).

The export of foreign currencies, and particularly of C.F.A. currency, and precious metals as well as goods made of precious metal, precious stone and pearls is subject to authorisation by the Office des Changes.

The import of these values is free. (Articles 10 and 11)

(b) Creation of the Bank of the Republic of Guinea

The Bank of the Republic of Guinea (hereinafter called the Bank) with its chief office in Conakry is created as a public authority with the right of establishing branch offices in Guinea and having correspondents and representatives in any country. (Article 1 to 5)

∟the The capital of ∟Bank is F.G.500 million and paid by the State. (Article 6)

The direction, administration and surveillance are warranted by a Governor, an Administrative Board and an

Auditor respectively. The Governor is assisted by a Director General and Managers. The Governor is Chairman of the Bank's Board, which consists, besides the Governor, of the Director General and Advisers who must be Guinean nationals and are designated by decree. (Articles 8 - 12).

The principal object of the Bank is to control the currency circulation and the distribution of credit. It fixes the rate of interest and has the sole right to issue notes and coin which are legal tender (Article 15 - 18)

The Bank is authorised to perform the following transactions:

- (1) to grant short-term credits under the form of re-discount or secured advances,
- (2) to grant short-term credits to enterprises and institutions of the State semi-public companies and Co-Operatives and to individuals and legal persons under the condition that the credits are covered by highly liquid collateral. (Article 19)

The Bank co-operates with the Treasury, Collectivities and public authorities. (Article 20).

∟Bank The/gives its opinion on the conditions of the establishment and functioning of all financial institutions and satisfies itself that they observe the relevant legal prescriptions. (Article 21)

The institutions of the State, public and semi-public companies, co-operatives as well as credit, insurance and other financial institutions must keep accounts with the Bank. (Articles 22 and 23)

The Bank may issue Government guaranteed securities. (Article 24).

Unless otherwise delegated by it, the Bank controls foreign exchange and the movements of funds abroad. (Article 25).

The Bank fixes the price of gold and is the depository of national reserves in gold and other precious metals. It has the sole monopoly over gold dealings abroad. (Article 26).

It fixes the exchange rate of the Guinea franc in relation to foreign currencies. It carries out and controls exchange transactions by means of a special organ - The Exchange Office. (Article 27).

The Bank assists the Government on its relations with international financial institutions. (Article 28).

(c) Creation of an Exchange Office (Office des Changes)

(Full translation)

- Article 1: Within the Bank, an Exchange Office is created. The Office has the jurisdiction over all questions related to the application of the legislation and regulations of exchange.
- Article 2. The valuables subject to the regulation within the meaning of the present decree are:
- (a) foreign currencies and instruments of payment expressed in foreign currency;
 - (b) precious metals (gold, silver, platinum unfinished or semi-finished, precious stones, pearls, diamond goods manufactured with precious metals, with precious stones or with pearls);
 - (c) movable property;
 - (d) all other valuables designated later on by the Exchange Office.
- Article 3: The import of the valuables listed in article 2 above is free. However, the temporary introduction of valuable into Guinea is subject to the authorisation of the Guinean customs services to whom these valuables have to be declared and presented. This authorisation for temporary admission is valid for 3 months only. A regulation of the Exchange Office will determine the conditions under which this period of 3 months will be

exceptionally prolonged.

Article 4: The exchange or the conversion into money of valuables imported into Guinea will be carried out exclusively by the intermediate of the Bank of the Republic of Guinea and eventually by authorised institutions, specially banks.

Article 5: The export of valuables other than those listed in paragraph 2 and 3 in Article 3 above are subject to authorisation by the Exchange Office.

Article 6: The export and import of the Guinea currency are prohibited, unless derogated by a later regulation.

Article 7: The export and import of instruments of payments (cheques, bills of exchange, letters of credit and other instruments of payments) expressed in Guinean currency are permitted provided previous authorisation has been granted by the Exchange Office.

In principle, it is permitted:

- (a) for travellers who are non-residents to import and to export instruments of payment issued in their name and in Guinean currency either abroad or by the Bank of the Republic of Guinea or by authorised banks;

travellers is permitted.

The export of products made of precious metals, precious stones and pearls strictly for the personal use of the

Article 9:

letters of credit have not previously been endorsed. Foreign currency, provided that these cheques and in the name of the traveller and expressed in evidence, to export cheques and letters of credit It is also permitted, on producing the same bank and drawn on their correspondents abroad, Bank of the Republic of Guinea or by authorised expressed in foreign currency and issued by the

(b) instruments of payment in the name of the traveller

evidence is valid for three months; Republic of Guinea or by authorised banks the currencies have been issued by the Bank of the the Exchange Office indicating that these

(a) Foreign exchange on presentation of evidence from

Article 8:

Travellers wherever their usual residence can export:

relations,

institutions with which they have business by authorised banks drawn on foreign credit issued by the Bank of the Republic of Guinea or expressed in their name, in Guinean currency and

to import and export instruments of payment (b) for travellers wherever their usual residence

Article 10: For purposes of the exchange regulation the following persons are regarded as "residents":

- individuals resident in Guinea for at least one year;
- individuals staying in Guinea for a period of at least one year;
- Guineans staying abroad on the orders of Guinean State institutions or other Guinean institutions, and members of their families staying with them abroad;
- legal persons having their head office in Guinea as well as branches or subsidiaries in Guinea of foreign legal persons such as subsidiaries or branches of incorporated companies having their head office abroad.

Article 11: Residents shall:

- (a) declare to the Bank of the Republic of Guinea and eventually to authorised institutions, for purposes of redemption, their obligations abroad, whatever their origin, on maturity following the provisions which shall be stipulated by the Exchange Office;
- (b) declare to the Bank of the Republic of Guinea and eventually to authorised institutions, for purposes of redemption, the valuables of which

they are bearers, within a period of 4 days after acquisition of after the persons concerned have become residents;

Any resident having stayed abroad for whatever reason and returning to Guinea shall declare to the Bank of the Republic of Guinea and eventually to authorised institutions the valuables of which he is the bearer for purposes of redemption within the period of 14 days after his return to Guinea; this obligation will subsist as long as the resident withholds these valuables.

Article 12: Without authorisation of the Exchange Office residents cannot:

- (a) assume contract obligations or acknowledge obligations vis-à-vis individuals or legal persons resident abroad;
- (b) transfer their immovable and movable property existing in Guinea and eventually any other property coming under the category of valuables controlled by the Exchange Office;
- (c) Purchase foreign currency, instruments of payment expressed in foreign currency, precious metals and movable property abroad.

Article 13: Residents who are not Guinean nationals could be partly or wholly exempted from the obligations mentioned in articles 11 and 12 above as shall be determined by a later regulation.

Article 14: In order to ensure compliance with the exchange regulation, the Exchange Office can request any information from the banks and similar institutions established in Guinea and give them any instructions.

Article 15: The Exchange Office is obliged to participate in laying down provisions relating to receipts and expenditure in foreign exchange.

It must be consulted for the elaboration of import and export plans.

Article 16: Any previous provisions contrary to the present decree, with the exemption of those originating from particular conventions signed or confirmed by the Government of the Republic of Guinea, and international conventions and practices are annulled.

With the reserve of reciprocity, the diplomatic corps, in particular remains subject to international conventions and practices.

Article 17: The Ministers and Secretaries of State are responsible for the execution of the present decree which shall be

published in the Journal Officiel of the Republic
of Guinea and publicised wherever the need shall
arise.